

# La subversion de la démocratie

Article de **Joseph Massad** publié par [Al-Ahram Weekly](#) dans la semaine du **28 juin** au 4 juillet 2007 et repris dans [The electronic Intifada](#) le 4 juillet 2007.



L'auteur démontre que la subversion de la démocratie au Moyen Orient a été la ligne directrice de la politique américaine dans la région depuis 1949 et que la situation palestinienne ne fait pas exception.

Selon la grande tradition de la propagande américaine et dans le cas palestinien, le soutien US est présenté comme un soutien à la démocratie, alors que la lutte du gouvernement palestinien démocratiquement élu contre la subversion et la brutalité est présentée comme une attaque envers la démocratie.

De leur côté, les putschistes du Fatah ont repris la rhétorique américaine et ont désigné leurs ennemis élus démocratiquement comme « putschistes », suivis en cela par les intellectuels dits « laïques ».

L'auteur peut donc conclure sur l'effondrement général de l'exemple laïc de la résistance palestinienne face à l'occupation israélienne.

Alors que les ennemis du peuple palestinien ont attaqué sur tous les fronts – d’abord Israël avec son inquisition vis-à-vis de Azmi Bishara, et avec lui la remise en cause de la résistance palestinienne à l’intérieur de la ligne verte, en se fondant sur les bases racistes de l’Etat juif, puis la clique Hariri et ses alliés du 14 mars tentant de prouver la puissance de l’armée libanaise aux dépens des civils palestiniens vivant dans le camp de Nahr El Bared, et aussi le siège continu des territoires palestiniens par l’armée d’occupation israélienne et par son soutien américain – la dernière attaque est venue des Palestiniens collaborant avec l’ennemi : la direction du Fatah subordonnée aux Etats-Unis.

**La subversion de la démocratie au Moyen Orient a été la ligne directrice de la politique américaine dans la région depuis qu’en 1949 , la CIA a soutenu le coup d’état de Hosni al Zaim pour se débarrasser du régime démocratique en Syrie.**

Ensuite la liste est longue : le soutien des US au coup d’état conduit par le Shah en Iran contre le gouvernement Mossadegh, la destruction de l’expérience parlementaire libérale jordanienne en organisant une révolution de palais en 1957, le soutien au coup d’état du parti Baath en Irak en 1963 contre le populaire Abdulkarim Qassim, et ainsi de suite.

La politique américaine ne s’est pas cantonnée à détruire tous les gouvernements démocratiques et libéraux dans la région. Elle a soutenu activement, quand elle ne l’a pas planifié et favorisé, leur remplacement par des régimes dictatoriaux. Elle a formé et aidé matériellement ces gouvernements qui ont institué des régimes extrêmement répressifs et tyranniques. Il n’y a donc rien de nouveau dans le rôle actuel qu’elle joue pour la subversion de la démocratie palestinienne et pour imposer au peuple palestinien une classe de collaborateurs

corrompus.

Au milieu de tout cela, les grands pontes occidentaux et leurs partenaires arabes « laïcs» -lisez pro-américains- nous servent leur analyse orientaliste fantaisiste au sujet d'une prétendue exception de la situation palestinienne. Ces experts semblent avoir oublié l'histoire de la collaboration entre opprimés au cœur de la tragédie et oppresseurs. On peut citer par exemple le Judenrat et les Kapos, les Thieus vietnamiens, l'UNITA en Angola, les Buthelezi en Afrique du Sud, le RENAMO au Mozambique, les Contras au Nicaragua et l'Armée de libération du Sud Liban sous le commandement de Saad Haddad et Antoine Lahd.

### **La situation palestinienne ne fait donc pas exception .**

La seule exception que le Moyen Orient offre à la politique mondiale est l'intérêt disproportionné que l'impérialisme porte à la richesse en pétrole de cette région et le soutien international sans précédent pour sa colonie juive, les deux étant étroitement liés. Ce n'est pas le monde arabe qui est exceptionnel, mais c'est la stratégie américaine et la nature anachronique de sa colonisation juive. Le refus des grands pontes occidentaux et de leurs serviteurs arabes de reconnaître ces faits constitue un rejet envers toute analyse visant à remettre en cause les règles impérialistes.

Selon la grande tradition de la propagande américaine et dans le cas de la Palestine, le soutien américain au Pinochet palestinien est présenté comme un soutien à la démocratie, alors que la lutte du gouvernement palestinien démocratiquement élu contre la subversion et la brutalité est présentée comme une attaque envers la démocratie. Sigmund Freud a introduit la notion de « projection » qui correspond au fait que l'inconscient attribue tous les sentiments (et les actions) d'un individu envers un autre à cet autre. Pour Freud, c'est un processus inconscient. Cependant, la projection de tous les crimes des putschistes palestiniens (ou

Ladhistes, comme ils sont connus dans le monde arabe) et de leur soutien américain, sur le Hamas est une stratégie consciente, faisant partie de la stratégie globale pour détruire la démocratie palestinienne.

### **Commençons par quelques précédents historiques à la situation actuelle .**

En septembre 1948 pour la première fois, un gouvernement palestinien légitime est installé à Gaza, mais il est empêché d'étendre son autorité sur les autres parties de la Palestine. C'est le roi Abdallah Ier de Jordanie qui, à cette époque, s'était opposé au gouvernement général de Palestine (APG, Hukumat 'Umum Filastin), car cela interférait avec son plan d'annexion de la Palestine centrale à son royaume. En effet, l'APG était reconnue par la Ligue Arabe (qui à cette époque était moins honteusement esclave de l'agenda américain qu'aujourd'hui) comme le seul représentant légitime du peuple palestinien et l'héritier légitime du Haut Comité Arabe. Des mesures répressives furent prises par le roi de Jordanie pour purger la Cisjordanie de tous les militants de l'APG et de nombreuses faveurs furent offertes à ceux qui souhaitaient soutenir cette tentative d'annexion, dénommée « unification ».

Une fois que Abdallah eut annexé ce territoire « légalement et administrativement », la « communauté internationale », c'est à dire le Royaume Uni et Israël, ont reconnu ce royaume étendu (sauf Jérusalem Est) alors que la Ligue Arabe continuait à s'y opposer, encourager en cela par l'APG. Mais l'APG disparaîtra bientôt de la mémoire légale et populaire, quand Gaza passera sous contrôle complet et total de l'administration égyptienne. La Palestine centrale sera renommée Cisjordanie et déclarée partie intégrante de la Jordanie. Cette annexion sera présentée comme une étape sur le chemin de l'unité arabe et en solidarité avec les Palestiniens. Le roi décrivait alors toute opposition à l'annexion comme une opposition à l'unité arabe et à la libération de la Palestine. C'est exactement ce que les putschistes du Fatah et leur président espèrent réaliser

aujourd'hui en Cisjordanie, à l'exception du fait que l'unité dont ils parlent est une unité idéologique entre les putschistes du Fatah et leurs soutiens américains, israéliens et arabes.

### **Le putsch récent du Fatah a été mis en œuvre progressivement .**

Abbas, le Pinochet palestinien, a été désigné pour son nouveau rôle il y a au moins un an et demi. Cela fait encore plus longtemps si on prend en considération la période où les américains l'ont imposé comme premier ministre contre Arafat qui était considéré comme insuffisamment coopératif avec les plans américains et israéliens. La déclaration de l'état d'urgence était prévue depuis les élections démocratiques qui ont délogé les putschistes du Fatah du pouvoir et mis en place le Hamas par un vote populaire. Ce projet a été bâti sur recommandation insistante des Américains, dont l'opposition à la démocratie dans le monde arabe trace la ligne sanglante de leur présence historique et actuelle dans la région.

Le problème était que l'occasion ne s'est pas présentée pour que ce plan soit mis à exécution. Ce n'est pas qu'Abbas, ou ses lieutenants putschistes, n'aient pas essayé de créer cette occasion. C'est ce qu'ils ont fait en collaborant ouvertement avec l'occupant israélien et les USA. Cela comprenait le blocus économique et l'étranglement imposé par les USA et l'Europe au peuple palestinien ; la ré-invasion israélienne de la Cisjordanie et de Gaza et le kidnapping d'un nombre important de parlementaires et de ministres du Hamas, l'incendie des bureaux du Premier Ministre par les voyous du Fatah, qui ont aussi attaqué personnellement certains ministres et ont saboté leur travail ; ainsi que l'aide active des services secrets égyptiens et jordaniens qui sont les principaux conseillers de Abbas aux ordres des Américains, et parfois des Israéliens.

Sur le plan idéologique, ces efforts ont été soutenus par les déclarations des intellectuels collaborateurs palestiniens

dits « laïques » grâce à leur soutien au processus d'Oslo ou aux revenus que le processus d'Oslo leur a permis de retirer des ONGs. Leurs efforts ont été également soutenus par des intellectuels de l'aide droite libanaise du camp pro-Hariri qui se sont désignés eux-mêmes comme des « militants pro-palestiniens de gauche » parce que, dans les années 70 et 80, ils avaient rejoints les rangs du Fatah financés par les pays du Golfe.

Au cours des derniers mois, la collaboration avec les putschistes du Fatah ne pouvait que s'étendre. En effet, des préparatifs du putsch avaient lieu au grand jour, ceci grâce à l'aide matérielle et à l'entraînement fournis par l'armée américaine, le soutien d'Israël qui a également contribué en facilitant ces efforts, et sous couverture diplomatique arabe (toujours prête à servir). Les plans, dont j'ai exposé les détails dans un article paru en novembre (voir [Pinochet en Palestine](#) ) ont été maintenant mis à exécution avec une pompe digne de Pinochet lui-même.

Les putschistes du Fatah, dans la tradition de tous les régimes arabes non élus qui depuis 60 ans ont organisé leurs propres coups contre les forces démocratiques dans leur société et ont désigné leurs ennemis élus démocratiquement comme « putschistes » et comme ceux qui conduisaient le peuple palestinien vers de « sombres » abysses.

Pinochet n'avait pas été plus tendre envers Allende et se considérait personnellement, et son coup fasciste orchestré par les USA, comme celui qui ramènerait la nation chilienne sur le droit chemin de la servitude et de la collaboration avec l'empire. Les putschistes palestiniens ont aussi compris que pour rester au pouvoir et pour continuer à accroître leurs avantages financiers, ils devaient absolument continuer à servir l'occupation israélienne et son sponsor américain.

En effet, les putschistes palestiniens ont surpassé Israël et les Etats-Unis dans les accusations qu'ils ont fabriquées

envers le Hamas. Les qualificatifs de « forces obscures » et « émirat des ténèbres » ne sont pas destinés à l'Etat juif raciste qui a opprimé les Palestiniens en se référant à la théologie juive et à la suprématie raciale, qui a bombardé massivement des civils, qui a orchestré le vol de leurs biens depuis 60 ans. Ils sont destinés au Hamas démocratiquement élu et qui n'a fait que se défendre pendant la dernière étape du coup que Mohammed Dahlan, le putschiste en chef, a organisé à Gaza, au nom du Fatah et de ses sponsors israéliens et américains.

La rhétorique de Abbas, sans doute dictée par Condi Rice et Ehud Olmert, est parfaitement en phase avec celle des intellectuels palestiniens inscrits sur le registre d'Oslo et avec celle de leurs supporters libanais (qui sont à leur tour inscrits sur le registre du clan Hariri, et du journal Al-Nahar). Le seul péché que le Hamas ait commis fut sa victoire sur les putschistes après que ces derniers l'aient poussé dans ses retranchements en espérant abattre son leadership à Gaza. Le Hamas, qui a été plus que patient depuis des mois de provocations brutales (y compris l'assassinat de ses responsables, l'emprisonnement et la torture de ses membres, pour ne citer que les faits les plus importants) de la part des putschistes, ne pouvait rien faire d'autre que de se défendre au cours de l'assaut final.

**Comme punition, le peuple palestinien qui a élu le Hamas, va continuer à subir les horreurs de la part des Américains, Israéliens et Européens.**

Les Etats anti-démocratiques américains et européens envoient déjà des récompenses financières et diplomatiques aux responsables du putsch en Cisjordanie. Israël, aussi, mais de manière plus prudente. Au cours des derniers jours, la principale aide israélienne aux putschistes a consisté à bombarder Gaza et à organiser avec le responsable du coup d'état des discussions pour « la paix » à Sharm al-Sheikh.

En effet, afin de récompenser le putsch antidémocratique, Israël, les Etats-Unis et l'Europe ont renversé toutes les mesures qu'ils avaient prises pour punir la démocratie palestinienne depuis l'élection du Hamas. A cet effet, Israël a commencé à restituer l'argent des taxes qu'il avait volé au peuple palestinien depuis un an et demi (environ un milliard de dollars US). Comme dans le cas de son prédécesseur chilien, le gouvernement illégal mis en place par Abbas avec son premier ministre technocrate Salam Fayyad, va recevoir toute sorte d'aide économique, militaire, diplomatique et idéologique. N'oublions pas que les économistes technocrates « de l'école de Chicago », disciplines de Milton Friedman, ont été en charge de l'économie chilienne sous Pinochet et l'ont presque anéantie. C'est l'exemple chilien qui a popularisé le terme « technocrate » dans les gouvernements, appellation devenue banale après les années 1980. C'est maintenant eux qui promettent au peuple palestinien son salut.

Depuis qu'il a conduit le putsch contre la démocratie, Abbas a suspendu plusieurs articles de la loi fondamentale qui requièrent l'approbation du parlement pour les décisions qu'il prend. Il a aussi ordonné la dissolution de toutes les ONGs qui doivent maintenant redemander des autorisations. Ces autorisations ne seront pas octroyées aux organisations affiliées au Hamas, les rendant ainsi illégales. Alors que le Hamas a réussi à contrôler rapidement les pillages et les désordres causés par certains de ces membres, les voyous du Fatah poursuivent en Cisjordanie les destructions massives des biens des organisations liées au Hamas, y compris des centres sociaux, des écoles et des bureaux. Au même moment, les membres du Hamas, y compris les élus, doivent se cacher pour sauver leur peau, des centaines ayant été raflés par Israël ou le Fatah. Les déclarations de disparition sont très nombreuses.

Et tout cela est complètement assumé par la « communauté internationale » au nom de son soutien à la « démocratie ». En

effet, la rhétorique utilisée par Abbas et sa junte du Fatah est empruntée à la rhétorique des Etats-Unis dans sa guerre contre le terrorisme, spécialement le lien entre le Hamas et l'Iran.

Au même moment, les actions que les voyous du Fatah ont organisées, y compris la défenestration d'un militant du Fatah (confondu avec un militant du Hamas) du haut d'un bâtiment de plusieurs étages, et autres, ont été reprochées au Hamas par le chœur des intellectuels laïques (et les médias satellitaires saoudiens) qui soutiennent le putsch du Fatah. Le poème récent que Mahmoud Darwish a écrit en soutien au putsch et publié en couverture du journal saoudien Al-Hayat, peut peut-être être expliqué par les chèques mensuels que l'auteur reçoit de l'Autorité Palestinienne contrôlée par le Fatah, et il n'est pas le seul. Sa condamnation des intellectuels laïques qui soutiennent la démocratie palestinienne est une tentative supplémentaire pour polariser la société palestinienne, non pas entre ceux qui soutiennent la démocratie et ceux qui s'y opposent, mais entre les laïques et les Islamistes. Le fait que ce soit ces « laïques » qui collaborent avec l'état théocratique d'Israël pour détruire la démocratie dite « Islamiste » est présenté comme une force de la modernité et du progrès occidental.

**Ce que n'ont pas compris Darwish et consorts c'est que ce sont les « forces obscures » de l'Islamisme en Palestine qui défendent la démocratie.**

La position en faveur du putsch adoptée par beaucoup d'intellectuels laïques favorables à Oslo, vis-à-vis de la démocratie palestinienne transforme de fait les laïques palestiniens en « forces obscures » de l'Histoire palestinienne depuis des décennies. Ce dont nous sommes témoin aujourd'hui n'est rien moins que l'effondrement général de l'exemple laïc de la résistance palestinienne face à l'occupation israélienne. Le seul antidote à ces véritables forces de l'ombre est de continuer à soutenir et à mobiliser

la démocratie palestinienne et de considérer les responsables du putsch antidémocratique et les intellectuels qui leur pardonnent pour ce qu'ils sont : des collaborateurs avec l'ennemi.

**Joseph Massad**

Joseph Massad est professeur associé, spécialiste de politique arabe et d'histoire intellectuelle à l'Université de Columbia. Son dernier livre s'intitule : *The Persistence of the Palestinian Question ; Essays on Zionism and the Palestinians* .

Traduction : N. Ollat pour le CAP

Voir l'article dans une traduction un peu différente sur [info-palestine](#) .

---

## La repentance et les femmes de l'homme barbu

Article de **François Burgat** publié le 2 juillet 2007 sur [Oumma.com](#) dans lequel il analyse le discours très en vogue actuellement qui consiste à vouloir stopper la **repentance** des français concernant leur passé colonial, repentance qui aurait « *envahi la conscience nationale* » .

Cette propagande, dirigée par **P. Bruckner** puis par le Président **Sarkozy** lui-même, interdit l'analyse historique des situations présentes, dans les banlieues françaises par exemple, et montre du doigt les musulmans, coupables de tous temps, d' « *habiller trop long leurs femmes* » et plus grave peut-être, d' « *égorger les moutons* » .

Ces populations ont donc ce qu'elles méritent, que ce soit dans les banlieues françaises ou plus loin de nous, en Irak, en Afghanistan ou en Palestine.

Cette article est très important puisqu'il fait le point sur **une des plus grandes manipulations idéologiques** de ces dernières années : ceux-la même qui organisent la **repentance infinie** envers les juifs victimes du génocide commis par les nazis n'ont aucune honte à condamner avec la plus grande fermeté toute tentative de réflexion sur la colonisation.

Dans quel but ? Ils l'avouent eux-mêmes : faire cesser cette intolérable « *concurrence des mémoires* » ; les seuls à avoir souffert dans l'histoire ne peuvent être que les juifs bien sûr ! **Corollaires** : Israël est légitime, le massacre des arabes et des musulmans aussi.

---

*« Je vais en finir avec la repentance qui est une forme de haine de soi et la concurrence des mémoires qui nourrit la haine des autres. » « Une grande nation comme les Etats-Unis a le devoir de ne pas faire obstacle à la lutte contre le réchauffement climatique mais, au contraire, de prendre la tête de ce combat, parce que ce qui est en jeu c'est le sort de l'humanité toute entière. » « À toutes les femmes martyrisées dans le monde, je veux leur dire que la fierté et le devoir de la France sera d'être à leur côté. [...] La France n'abandonnera pas les femmes qu'on condamne à la burqa, la France n'abandonnera pas les femmes qui n'ont pas la liberté ».*

Nicolas Sarkozy, 6 mai 2007

Avant de rejoindre le camp de Nicolas Sarkozy et d'y gagner un portefeuille ministériel, le socialiste Éric Besson avait décrit son adversaire électoral d'alors comme « *un "néocon" américain à passeport français* ». De fait, dès le soir de son

élection, notre « *néocon* » a développé une très sélective vision de l'altérité.

Le thème de la sécurité a eu beau envahir la campagne électorale, les perspectives tracées sur ce terrain, dans et hors de l'hexagone, constituent autant de trompe l'œil qui risquent de nourrir les pires malentendus. Si demain la France ne devait plus disposer, pour communiquer avec les rives musulmanes de la Méditerranée, d'autre langage que celui de la confrontation, il faudrait se souvenir que l'aiguillage, ou l'engrenage, du 6 mai 2007 y aura été pour beaucoup.

**« Halte à la repentance ! »**

« Halte à la repentance », nous a d'entrée de jeu signifié le chef de l'État. Qu'est-ce à dire ? Que, quand bien même n'aurait-on pas encore fini de l'écrire, il faut dès aujourd'hui tourner la page de la colonisation. La colonisation, avait expliqué le candidat Sarkozy, a moins été en effet l'expression d'un « *rêve de conquête* » que celle d'« *un rêve de civilisation* » [1].

De cette « *repentance* », on chercherait en vain la moindre trace dans les programmes scolaires, ou dans la mémoire législative de la France. Elle a pourtant, nous a dit le président élu, envahi la conscience nationale au point de nourrir la haine des « *bons Français* ».

Evoquer les crimes coloniaux ou seulement tenter de savoir pourquoi et comment, ici et là, la vieille fracture coloniale continue à travailler notre société et ses relations avec le monde [2] ? Masochisme, dévoiement de la conscience et auto-flagellation ! Nicolas Sarkozy – qui « *parle Bruckner* » [3] couramment – entend nous épargner ces « *sanglots de l'homme blanc* » accusés d'alimenter une intolérable « *concurrence des mémoires* ».

Rideau, donc, sur toute inscription de la lecture des tensions régionales dans un cadre historique qui intégrerait le

précédent fondateur de l'actuel « *choc des cultures* ». Rideau sur toute tentative d'explication profane des bruyantes mais banales (ré)affirmations identitaires d'une rive Sud du monde longtemps privée de sa voix et son lexique. Et honte sur ceux qui, sur les deux rives, pour mieux regarder leur avenir, entendent poser leur regard sur les ombres autant que sur les lumières de leur histoire partagée.

En ce début de XXIème siècle, les multiples malentendus n'auraient donc rien à voir avec une quelconque volonté de résurgence des anciens dominés ou de leurs descendants ; et les défis que nous devons surmonter, rien à voir non plus avec notre difficulté à envisager la sortie du confort de l'hégémonie politique, économique et culturelle ancrée dans la relation coloniale. L' « *Halte à la repentance* » signifie simplement que nos difficultés quotidiennes ne sauraient nullement s'expliquer par nos erreurs passées ou présentes mais bien par celles des « autres » et par celles-là seulement.

Tout devient dès lors ...si simple. Ce sont les colonisés qui nous ont trahis et non l'inverse ! Ce sont ces ingrats (et leurs enfants devenus Français) qui ont l'insolence de bouder aujourd'hui la Marianne généreuse qui a condescendu à les civiliser. Ce sont eux qui refusent de reconnaître les « *Lumières* » dans les halos médiatiques artificiels que braquent sur eux-mêmes nos (nouveaux) « *philosophes* » ! Qu'ils le fassent dans leurs nouvelles frontières, dans ce monde où rôdent les « *intégristes* » de tout poil, passe encore.

Mais, que dans nos propres cités, d'impertinents « *indigènes* » osent de plus en plus ouvertement rappeler à Marianne les plus criantes de ses contradictions, c'en est trop ! Tout s'enchaîne ensuite logiquement. Comme dans La Tyrannie de la pénitence, le refus de toute reconnaissance de l'histoire réelle sert surtout à annoncer le refrain qui, de Charlie-Hebdo à Philippe de Villiers et d'Alain Finkielkraut à Robert Redecker en passant par « *l'immortel* » Max Gallo, fédère

aujourd'hui comme jamais les rangs du discours médiatique qui s'est substitué en France à celui de la pensée.

Notre mal-vivre, les malentendus qui surgissent ici et là avec le Sud musulman, voire avec quelques-uns de ces trublions de nos banlieues, n'auraient donc rien à voir avec nos égoïsmes ou nos propres crispations identitaires et ...communautaristes. Ils n'auraient rien à voir avec les raccourcis que persistent à emprunter les politiques, sociale ou étrangère, de la France, de l'Europe ou de ces grands alliés que nous sommes plus que jamais invités à admirer. Pas question en effet, autre point fort du discours fondateur, de nous opposer moindrement aux Américains si ce n'est sur... le réchauffement de la banquise.

Rien à redire aux bombes avec lesquelles eux mêmes, leurs alliés ou autres protégés « *réchauffent* » l'Irak, le Liban, la Palestine ou l'Afghanistan. Rien à reprocher aux manipulations sectaires – quoi de mieux qu'un chiite pour nous débarrasser d'un sunnite ou qu'un Arabe pour nous débarrasser d'un Perse – dont leurs officines « *contre-terroristes* » font plus que jamais leur miel. Rien à redire au soutien aveugle accordé aux pires dérives des occupants israéliens : silence devant ceux qui, eux aussi, au nom de leur « *sécurité* », (en fait pour coloniser plus, encore et toujours), asphyxient en dressant murs et check-points, confisquent les ressources financières, kidnappent élus et ministres, assassinent les uns, affament les autres, ligotent tout un peuple qui a mal voté pour oser ensuite dénoncer impunément son incapacité à faire régner l'ordre ! Rien à promettre, donc, à aucun réfugié Palestinien, Irakien ou Afghan à aucun veuf, orphelin ou veuve de ces guerres là. Ceux-là... menaceraient notre identité nationale.

**A l'origine de tous nos maux : le machisme du mâle musulman...**

Si l'on comprend bien Nicolas Sarkozy, la vraie violence qu'il soit à la fois politiquement correct et rentable de dénoncer et de combattre, la seule à faire des victimes suffisamment

nobles pour nous faire oublier nos sacro-saints quotas migratoires, ce n'est surtout pas celle de Guantanamo ou d'Abou Ghraïb, ni celle d'Hébron ou de Gaza : c'est le machisme des mâles musulmans contre leurs filles et leurs épouses !

Nous y voilà ! Tout le mal-vivre du monde ne vient que de l'insupportable culture de ces « Autres » qui ont moins le tort – inavouable – de nous résister que celui – impardonnable – d'avoir des épouses portant des vêtements d'une insupportable longueur. Seules ces victimes-là méritent notre volontarisme diplomatique. Elles seules pourront franchir les barrières ouvrant la félicité républicaine de la France magnanime. Avec nos encouragements tacites, l'Amérique de Georges Bush peut donc pérenniser la militarisation suicidaire de sa diplomatie pétrolière.

A l'abri de tout risque d' « *ingérence humanitaire* » de nos French Doctors, les geôliers maniaques du terrifiant ghetto de Gaza peuvent dormir sur leurs deux oreilles. Au Sud ou à l'Est de la Méditerranée, du « *modernisateur* » tunisien Ben Ali au « *libéral* » palestinien Abbas, les « *Pinochets arabes* » peuvent se réjouir à l'unisson de la clairvoyance réaffirmée de leurs partenaires occidentaux. Les généraux algériens qui, pour garder le contrôle de leurs pétrodollars, ont plongé depuis 1992 leur pays dans une terrifiante guerre civile, étaient du bon côté de l'histoire (c'est-à-dire, bien sûr, le nôtre).

Moubarak et ses homologues peuvent continuer à « *benladeniser* » les plus légalistes de leurs opposants et à brandir une explication « *théologique* » – luttons ensemble contre les fous de Dieu – occultant tout autant les ravages de leur autoritarisme que l'écrasante complicité de leurs sponsors et partenaires occidentaux.

De l'Afghanistan au gouvernement « Fillon 2 », tout s'enchaîne ! La vieille boucle coloniale se referme : comment osez vous vous plaindre, vous dont nous sommes en train de libérer les

femmes ! Les fils de ceux que la République a importés par milliers pour assurer la croissance de l'après-guerre peuvent demeurer dans le rang, aussi soigneusement écartés des bancs du gouvernement que de ceux de l'Assemblée nationale.

Ceux là, pour sûr, porteraient atteinte à notre « *identité nationale* ». Pères, maris et fils peuvent moisir dans leurs banlieues. En Afghanistan ou en Irak, ou dans leurs bantoustans palestiniens, leurs cousins peuvent continuer à se passer de notre sollicitude. Comment ceux dont les épouses portent des vêtements d'une telle longueur oseraient-ils se plaindre d'une domination qui leur apporte les Lumières de la modernité ?

Bienvenue en revanche aux ... femmes des hommes potentiellement barbus, et à elles seulement. Sans même nous montrer trop exigeant sur leur talent, nous sommes même prêts à leur confier des responsabilités gouvernementales... faites spécialement à leur mesure : c'est à elles qu'il revient désormais de nous protéger contre cette menace partagée que représentent, pour elles comme pour nous, leurs pères, leurs maris et leurs frères !

### **Méditerranée : quelle « union » ?**

A bien y regarder, il existe deux bénéficiaires potentiels de cette « *sécurité* » dont on nous parle tant. Les premiers sont...les destinataires désignés et théoriques des politiques mises en œuvre en leur nom ; les seconds – titulaires de privilèges qu'ils sont peu enclins à céder – sont les auteurs et ...les bénéficiaires réels de ces politiques « *sécuritaires* ». Lorsque ceux-là se proposent de veiller sur notre sécurité, c'est en fait... celle de leur élection ou de leur réélection qu'ils cultivent.

Pour la garantir, il leur suffit malheureusement de parler à nos tripes, de conforter nos peurs (face aux « *égorgeurs de moutons* » et autres amis de Ben Laden) de cultiver notre

méconnaissance (de l'origine profane des violences qui déchirent le Proche-Orient et de la part de responsabilité essentielle qui nous en revient) bref...de creuser tous ces malentendus qui sont inexorablement en train de nous conduire vers la confrontation.

Protéger réellement notre sécurité coûterait en fait bien trop cher ...à leur carrière : Il est bien plus dur et donc plus coûteux politiquement de parler au cerveau d'un électeur qu'à ses tripes, plus ingrat de raisonner ses peurs que de s'en servir comme tremplin oratoire.

C'est ainsi qu'en 2007, d'un bout à l'autre de l'Europe, les politiques du gyrophare et les raccourcis criminalisants du « *Karcher* » viennent de marquer des points. Un succès électoral s'est construit sur la gestion cynique de nos penchants xénophobes. Cette victoire sucrée pourrait bien vite prendre un goût amer : celui des fausses routes qui se terminent dans l'impasse de vrais conflits – ceux que nos « *néocons* » à la française se targuent bruyamment de vouloir prévenir.

**François Burgat**

#### Notes :

[1] « Le rêve européen a besoin du rêve méditerranée. Il s'est rétréci quand s'est brisé le rêve qui jeta jadis les chevaliers de toute l'Europe sur les routes de l'Orient, le rêve qui attira vers le sud tant d'empereurs du Saint Empire et tant de rois de France, le rêve qui fut le rêve de Bonaparte en Egypte, de Napoléon III en Algérie, de Lyautey au Maroc. Ce rêve ne fut pas tant un rêve de conquête qu'un rêve de civilisation. » Toulon 7 février 2007

[2] Pascal BLANCHARD, Nicolas BANCEL et Sandrine LEMAIRE (dir.), *La Fracture coloniale. La société française au prisme de l'héritage colonial*, La Découverte, Paris, 2005.

[3] Pascal BRUCKNER, *La Tyrannie de la pénitence. Essai sur le masochisme en Occident*, Grasset, Paris, 2006.

---

## **Gaza : la mythomanie médiatique**

Saluons les prouesses d'une **presse française** qui, faisant  de la calomnie, de la manipulation, de l'hypocrisie et de la dissimulation ses quatre vertus cardinales, incarne à merveille l'un des plus nobles idéaux des médias : **fausser la conscience publique** .

Concernant les derniers événements en Palestine, radios et journaux français ont atteint leur plus haut degré sur l'échelle du mensonge : **la mythomanie**

Cela se comprend. Une étape décisive dans une lutte de libération est d'un enjeu trop important pour que la propagande se risque à voir le contrôle de l'opinion lui glisser entre les doigts. Il y va de l'avenir du monde libre et civilisé. Il faut préserver celui-ci envers et contre tous ces Arabes qui se permettent de pratiquer la résistance, de rejeter l'impérialisme américano-sioniste, d'élire démocratiquement le gouvernement qui les représente le mieux, de refuser de reconnaître une entité nommée Israël qui les massacre, les vole et les affame depuis près de soixante ans, de s'insurger contre ses collaborateurs.

Pareille fin appelle, pour notre presse française, de grands moyens. **Aussi la déformation médiatique de la réalité sera-t-elle intégrale, et l'inversion des rôles, complète** .

Que devient, chez les mythomanes de la presse française, un

gouvernement légalement élu et de surcroît plébiscité par un peuple ? Une bande de hors-la-loi, de *rapaces* et de *pillards* .

Que devient la lutte politique entre un Fatah embourgeoisé et minoritaire, prêt à se vendre à l'occupant, et les classes populaires favorables au Hamas ? Une *lutte fratricide* , voire, plus tribal, une *guerre clanique* .

Ce même choix du Hamas et de la résistance par ces mêmes classes populaires ? Une *allégeance au nouveau pouvoir* .

La victoire militaire des leaders Hamas de la résistance à Gaza ? *Un coup d'Etat* .

Le calme retrouvé dans Gaza libérée ? Une *occupation* qui sent *l'univers concentrationnaire et la purge* .

Les journaux français diabolisent le Hamas. Mais ils le diabolisent objectivement. Comme ils défendent tout aussi objectivement le parti des Abbas et autres Dahlan dont aucun résistant palestinien ne veut. Car ils pratiquent un manichéisme impartial.

Alors que le Hamas, qui n'a pas encore eu l'heureuse idée de prendre des leçons auprès du *Monde* ou de *Libération* , sépare arbitrairement les bons des méchants. Nous en avons pour preuve la proposition qu'il a faite au Fatah, son adversaire malheureux aux dernières élections législatives, de participer à un gouvernement d'union nationale. Offre d'ailleurs déclinée par l'intéressé – à tous les sens du terme. Lequel a depuis œuvré à l'élimination du gouvernement Haniyeh. Mais il y a œuvré en toute loyauté, c'est-à-dire avec l'aide des ennemis du peuple palestinien.

A en croire nos quotidiens préférés, en Palestine le monde tourne à l'envers. Les Palestiniens marchent sur la tête. Ils s'auto-occupent. Ils s'auto-détruisent. Ils s'entre-dévorent. Le monde libre, qui tourne à l'endroit, pleure sur ces malheureux qui s'aliènent dans leur lutte de libération. Ils

n'ont pas compris qu'ils devaient crier, crier en chœur avec les médias français l'absolue légitimité de leur usurpateur sioniste. Ils n'ont pas compris qu'ils devaient applaudir les collaborateurs, clamer leur solidarité avec ceux qui les trahissent, s'agenouiller devant leurs assassins.

A en croire nos quotidiens préférés, les Palestiniens n'ont pas compris que leur avenir n'est pas en Palestine. Que leur volonté d'autodétermination est un crime de lèse-sionisme qui ne peut que les conduire à leur perte.

**Comité Action Palestine**

---

## **Bienvenue en « Palestine »**

Article de **Robert Fisk** paru dans [The Independent](#) le 16 juin 2007. 

L'auteur montre qu'en Palestine comme ailleurs au Proche-Orient, les régimes occidentaux ne soutiennent pas les gouvernements ou les hommes politiques parce qu'ils sont démocratiquement élus mais parce qu'ils sont acquis à leurs intérêts, très souvent par la corruption.

---

Ah ! Les Musulmans au Proche-Orient ! Comme ils peuvent être pénibles ! Pour commencer, nous exigeons des Palestiniens qu'ils épousent la démocratie. Mais eux, ensuite, ils élisent le mauvais parti – le Hamas – et après celà celui-ci remporte une mini guerre civile et préside sur la Bande de Gaza. Et nous, les Occidentaux, voulons toujours négocier avec le président discrédité [de l'Autorité Palestinienne], Mahmoud

Abbas. La « Palestine » d'aujourd'hui – et laissons ses guillemets à leur place ! – a deux Premiers ministres. Bienvenue au Proche-Orient !

Avec qui pouvons-nous négocier ? A qui nous adressons-nous ? Oui, bien sûr, nous aurions dû parler au Hamas depuis des mois. Mais nous n'aimions pas ce gouvernement démocratiquement élu par les Palestiniens. Ces Palestiniens qui étaient censés voter pour le Fatah et sa direction corrompue. Mais c'est pour le Hamas qu'ils ont voté. Le Hamas qui refuse de reconnaître Israël ou de respecter l'Accord d'Oslo totalement discrédité.

Personne n'a demandé – dans notre camp – quel Israël particulier le Hamas était supposé reconnaître. Israël de 1948 ? Israël des frontières d'après 1697 ? Israël qui construit – et continue de construire – de vastes colonies pour les Juifs et seulement les Juifs sur la terre arabe, avalant encore plus des 22% de la « Palestine » qui restent à négocier ?

Et c'est pourquoi, aujourd'hui, nous sommes censés discuter avec notre loyal policier, M. Abbas, le dirigeant palestinien « modéré ». (C'est ce qu'en disent la BBC, CNN et Fox News). Un homme qui a écrit un livre de 600 pages sur [le processus d'] Oslo sans mentionner une seule fois le mot « occupation ». Un homme qui a toujours parlé du « redéploiement » israélien plutôt que du « retrait ». Un « dirigeant » en qui nous pouvons avoir confiance parce qu'il porte une cravate, se rend à la Maison Blanche et dit toutes les choses qu'il faut dire. **Ce n'est pas parce qu'ils voulaient une république islamique que les Palestiniens ont voté pour le Hamas**, mais c'est ce qu'on dira après leur sanglante victoire. Ils ont voté pour le Hamas parce qu'ils en avaient marre de la corruption du Fatah, le parti de M. Abbas, et de la nature pourrie de l'« Autorité Palestinienne ».

Je me souviens avoir été convoqué, il y a des années, chez un officiel de l'Autorité Palestinienne dont les murs venaient juste d'être crevés par l'obus d'un char israélien. Véridique.

Mais ce qui me frappa, c'était les robinets plaqués-or dans sa salle de bain. Ce sont ces robinets – ou les choses de cet acabit – qui ont coûté au Fatah son élection. Les Palestiniens voulaient la fin de la corruption – le cancer du monde arabe – et c'est pourquoi ils ont voté pour le Hamas. Et alors, nous, l'Occident si sage et si bon, avons décidé de les sanctionner, de les affamer et de les maltraiter pour avoir voté librement. Peut-être devrions-nous offrir la qualité de membre de l'Union Européenne à la « Palestine » si elle avait la grâce de voter pour les bonnes personnes ?

**Au Proche-Orient, c'est partout la même chose .**

En **Afghanistan** , nous soutenons Hamid Karzai, même s'il garde des chefs de guerre et des barons de la drogue dans son gouvernement. (Et, soit dit en passant, nous sommes vraiment désolés pour tous ces civils afghans innocents que nous tuons dans notre « guerre contre la terreur » sur les terres abandonnées de la province du Helmand).

Nous aimons **l'Egyptien** Hosni Moubarak. Ses tortionnaires n'en ont pas encore fini avec les politiciens des Frères Musulmans, arrêtés récemment à l'extérieur du Caire. Sa présidence a reçu le soutien chaleureux de Mme – oui, Mme – George W. Bush – et dont la succession passera presque certainement à son fils, Gamal.

Nous adorons Muammar Kadhafi, le dictateur fou de la **Libye** . Ses loups-garous ont assassiné ses opposants à l'étranger. Son complot pour assassiner le Roi Abdallah d'Arabie Saoudite a précédé la récente visite de Tony Blair à Tripoli. Le colonel Kadhafi, devrait-on se souvenir, a été appelé « homme d'Etat » par Jack Straw pour avoir abandonné ses ambitions nucléaires qui n'existaient pas. Et sa « démocratie » nous est parfaitement acceptable parce qu'il est de notre côté dans la « guerre contre la terreur ».

Oui, nous aimons la monarchie du Roi Abdallah en **Jordanie** et

tous les princes et les émirs du **Golfe** , en particulier ceux qui reçoivent des pots-de-vin si gros de nos sociétés d'armement que même Scotland Yard doit clore ses investigations sur les ordres de notre Premier ministre – et oui, je peux très bien voir pourquoi il n'aime pas la manière dont The Independent couvre ce qu'il appelle de façon pittoresque le « Moyen-Orient ». Si seulement les Arabes – et les Iraniens – pouvaient soutenir nos rois, nos shahs et nos princes, dont les fils et les filles sont éduqués à Oxford et à Harvard, comme le « Moyen-Orient » serait plus facile à contrôler !

Il s'agit bien de cela – du contrôle – et c'est pourquoi nous tenons bon et que nous retirons nos faveurs à leurs dirigeants. Maintenant que Gaza appartient au Hamas, que vont faire nos propres dirigeants élus ? Tous nos dogmatiques de l'UE, de l'ONU, de Washington et de Moscou doivent-ils désormais parler à ces gens misérables et ingrats (je crains que non, puisqu'ils ne seront pas capables de leur serrer la main) ou devront-ils reconnaître la version cisjordanienne de la Palestine (Abbas, la paire de bras sans danger), tout en ignorant le Hamas élu et militairement victorieux à Gaza ?

C'est facile, bien sûr, d'appeler la malédiction sur chacune de leurs maisons. Mais c'est ce que nous disons de tout le Proche-Orient. Si seulement Bashar al-Assad n'était pas le Président de la Syrie (Dieu seul sait quelle serait l'alternative !) ou si le Président cinglé Mahmoud Ahmadinejad n'était pas aux manettes de l'Iran (même s'il ne sait qu'approximativement ce qu'est un missile nucléaire). Si seulement le Liban était une démocratie bien de chez nous comme nos petits pays de derrière les fagots – la Belgique, par exemple, ou le Luxembourg. Mais non ! Ces satanés Proche-Orientaux votent pour les mauvaises personnes, soutiennent les mauvaises personnes, ne se comportent pas comme nous, les Occidentaux civilisés.

Alors, qu'allons-nous faire ? Soutenir la réoccupation de

Gaza, peut-être ? Nous ne critiquerons certainement pas Israël. Et nous continuerons de donner notre affection aux rois et aux princes – et aux présidents disgraciés – du Proche-Orient, jusqu'à ce que toute la région nous pète à la figure. Et, ensuite, nous dirons – comme nous le disons déjà aux Irakiens – qu'ils ne méritent pas notre sacrifice et notre amour.

Comment traitons-nous un coup d'Etat fait par un gouvernement élu ?

**Robert Fisk**

Traduit de l'anglais par [ |JFG/[QuestionsCritiques](#) ]

---

## **Election présidentielle en France : Et la Palestine ?**

Tract et analyse du CAP de mai 2007 qui dénonce le  positionnement des candidats à propos de la cause palestinienne. Tous ont entretenu un flou qui dissimule en fait leur soutien à l'Etat d'Israël.

Ainsi, pour tous les candidats : il y a des **Apartheid** plus légitimes que d'autres, des **fascismes** plus tolérables que d'autres puisqu'ils ne s'élèvent pas contre l'Etat israélien.

Le sacro-saint principe de **laïcité** ne semble pas, lui non plus, devoir s'appliquer à **l'état juif**.

Enfin, les **élections démocratiques** en Palestine ne semblent pas avoir la même valeur qu'ailleurs : certains peuples ont-

ils le droit de choisir leurs dirigeants et d'autres non ?

Il est temps de mettre ces questions en avant : les échéances électorales sont encore nombreuses et les candidats devront un jour ou l'autre répondre de leur soutien à Israël.

---

Saisissant l'occasion de l'élection présidentielle et considérant que le domaine des relations internationales en est un élément capital, le Comité Action Palestine a décidé d'intervenir dans cette campagne pour informer les électeurs au sujet du positionnement des candidats sur la cause du peuple palestinien.

Dans ce domaine, la majorité des candidats entretiennent un **flou qui dissimule en fait un soutien objectif à l'Etat d'Israël** .

Au-delà des bonnes intentions qui en appellent vaguement au droit international, aucun candidat ne dit ou n'ose dire la vérité sur la nature de cet Etat colonial. Ils se prononcent tous en France pour la défense de la laïcité, mais **jamais ne remettent en cause la légitimité religieuse dont se drape l'Etat d'Israël** . Ils savent pourtant que la « Déclaration d'Indépendance » de cet Etat fait explicitement référence à la Bible. L'exigence de laïcité est-elle à géométrie variable ?

Quand tous prétendent lutter contre toutes les formes de racisme, **ils acceptent voire ils défendent un Etat qui, en son sein même, pratique ouvertement le racisme** et la discrimination : l'accès différentiel à la citoyenneté pour les juifs (automatique) et pour les Arabes (conditionnel), la discrimination dans l'accès à l'emploi, dans le bénéfice des droits sociaux, etc. Un détour par l'Histoire montre que l'ONU a voté en 1975 une résolution condamnant le sionisme en tant qu'idéologie raciste et que la conférence de Durban en Afrique

du Sud en 2001 a prononcé le même verdict. **Cet Apartheid qui dure depuis soixante ans est-il plus légitime qu'un autre ?**

Le mur du racisme, comme le nomment les Palestiniens, édifié pour les spolier davantage de leurs terres, ne fait pas partie des sujets d'indignation des postulants à l'élection présidentielle, certains le trouvent même justifié. Ils ne dénoncent pas fermement non plus la colonisation commencée à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, qui s'est accélérée avec la création en 1948 de l'Etat d'Israël et qui continue encore en Cisjordanie, dans la vallée du Jourdain et au Naqab notamment. Pas un mot non plus sur la judaïsation de Jérusalem et d'autres villes palestiniennes. **Pourtant certains historiens comme l'israélien Ilan Pappé désignent ce processus comme une forme d'épuration ethnique. Existe-t-il alors des indignations sélectives ?**

Quand tous ces candidats n'ont que le mot de démocratie à la bouche, il n'y en a aucun pour qualifier de terrorisme d'Etat le kidnapping de plus de 60 ministres et députés palestiniens. Ils ne sont pas non plus mobilisés pour s'opposer au blocus politique et économique occidental contre le peuple palestinien, puni pour avoir donné la majorité au Hamas lors des dernières élections législatives. **Faut-il croire alors que certains peuples ont le droit de choisir leurs dirigeants et d'autres pas ?**

En bref, **ils ne condamnent pas clairement et sans appel un Etat sioniste** qui, dès le départ, réunit des caractéristiques pourtant propres au fascisme dans ses discours et ses pratiques. Dans ses discours : le sionisme mêle idéologies nationaliste et socialiste pour légitimer sa nature coloniale ; il accrédite l'idée religieuse de « peuple élu » mobilisable pour s'emparer de la « Terre promise », et qui aurait des droits supérieurs.

Dans ses pratiques : la surmilitarisation et le fait que la plupart des dirigeants sont issus des corps d'élite de l'armée ; la conquête permanente, la torture, le terrorisme d'Etat et

l'épuration ethnique constituent son mode d'existence. **Existe-t-il donc des formes de fascisme plus tolérables que d'autres ?**

De plus ils soutiennent des gouvernements israéliens composés à la fois de ministres de gauche et de ministres issus de la droite et de l'extrême droite qui prônent des méthodes directes et radicales : le transfert de populations et à terme la disparition des Palestiniens en tant que peuple.

Que faut-il penser des **candidats qui se précipitent au dîner annuel du Conseil Représentatif des Institutions Juives de France** (le CRIF) ? Il faut rappeler que cette organisation a pour leitmotiv la défense de l'Etat d'Israël et, qu'à ce titre, elle est la nouvelle Inquisition, créant un amalgame criminel entre antisémitisme et critique du sionisme, et définissant l'axe du bien et celui du mal.

Les citoyens doivent profiter de cette échéance électorale pour se demander quel rôle doit jouer la France au niveau international. Serait-il acceptable qu'un futur président ait d'ores et déjà démontré son soutien complice à un tel Etat ?

Quant à nous, membres du Comité Action Palestine, **nous nous battons pour la justice** , pour qu'enfin soit reconnu le **droit au retour des réfugiés** et que le peuple palestinien accède à son autodétermination sur l'ensemble de sa terre.

---

**Diviser et conquérir : la force d'une alliance**

# régionale Sunnite-Chiite mise à mort avec Saddam

Article de Kristen Ess publié le 2 janvier 2007 sur [Palestinian News Network](#) et traduit par N. Ollat pour le CAP.



L'auteur analyse la mise à mort de **Saddam Hussein** comme un élément de la stratégie américaine qui consiste à **diviser** Sunnites et Chiites pour mieux régner.

---

Pourquoi exécuter le Président iraquien Saddam Hussein, le jour de l'Eid Al Adha, le jour de la fête musulmane du sacrifice, le jour de l'égorgeage du mouton pour le partager avec les pauvres, le jour des étrennes pour les parents et les démunis, le jour des cadeaux pour les enfants ? Pourquoi les Etats-Unis ont-ils choisi un gouvernement clientéliste chiite après l'arrestation de Saddam Hussein ?

La technique de la division et de la conquête semble si facilement utilisée au Moyen Orient. Sous occupation US, l'Irak a été disloquée par des luttes entre Sunnites et Chiites. Ce n'est pas que ces luttes n'aient jamais existé auparavant, mais jamais avec la même ampleur. Sous occupation israélienne, la Palestine est en train d'être disloquée par des luttes entre le Fatah et le Hamas. Mais la question de la programmation et de la partition politique en Irak semble avoir plus de lien avec le projet de Nouveau Moyen Orient publié cet été par les USA que ce qui était originellement

prévisible.

L'Iran chiite n'a pas rabattu ses intentions face aux USA et la Syrie chiite gagne en pouvoir et en influence. Le Hezbollah chiite au Liban a vaincu l'armée israélienne dans l'esprit des populations locales. Et les Chiites sont les opprimés au sein du gouvernement libanais et de la société, les trouble-fête de la classe moyenne, des puissants sunnites et des encore plus puissants chrétiens. Mais avec la défaite ressentie comme telle d'Israël face au Hezbollah, car c'est bien d'un ressenti qu'il s'agit, peu importe le nombre de Libanais tués par les Israéliens cet été, le Hezbollah a été finalement considéré comme celui qui a vaincu la soit disante armée israélienne invaincue, quel que fût le soutien apporté par les USA. Le mythe de l'invincibilité des forces israéliennes a été brisé.

Et Saddam Hussein était aussi considéré comme celui qui avait combattu les Israéliens dans le passé et qui avait gagné. Pourquoi fallait-il qu'un gouvernement chiite l'exécute le premier jour de l'Eid Al Adha pendant que la presse américaine rapportait que finalement c'était les ennemis chiites qui avaient pratiqué l'exécution ? Maintenant en Palestine, l'Iran fait face à presque autant de condamnations pour cette exécution que les Américains.

Pour diviser et conquérir, il est nécessaire qu'il existe auparavant certains points de divergence. Mais le plus important est de favoriser ceux qui augmentent ces divergences. Et de quoi doivent avoir peur les USA ? D'un Moyen Orient unifié, d'un Iran fort travaillant en étroite collaboration avec la Syrie, les deux pays finançant le mouvement de résistance libanaise Hezbollah et son secrétaire général Hassan Nassrallah, et certains disent le Hamas. Et tout le monde sait ce qui est arrivé au Hamas après qu'il ait été élu démocratiquement. Le parti a été détruit, ainsi qu'une grande partie de la Palestine. L'unité a certainement été détruite en raison du blocus politique et économique conduit par les Etats-Unis. Le Hamas est devenu le nœud du problème,

même si les gens ont voté pour eux, en faisant fi de qui était derrière tout cela. Et le Hamas était fortement soutenu par l'Iran, la Syrie et le Hezbollah...et pourtant ils sont sunnites.

Nassrallah soutenait fortement la Palestine, en particulier la résistance armée à Gaza, résistance que les Israéliens comparent dans la presse à un Hezbollah en herbe. Et avec une population palestinienne sunnite, quoi de mieux que de mettre à mal cette alliance croissante qui prenait la forme d'une aide morale, économique et militaire apportée au Hamas et à d'autres factions de la résistance armée. Le soutien venait du Hezbollah, de la Syrie (où se trouve le chef du bureau politique du Hamas, Khaled Meshaal) et de l'Iran, que les USA essayent de déstabiliser en l'accusant de développer un armement nucléaire et en le menaçant de sanctions et de guerre. Et en Palestine de nombreuses dénonciations des USA pour l'exécution de Saddam Hussein faisaient aussi référence à l'Iran.

Et pourquoi le jour de l'Eid Al Adha ? Pourquoi les journaux américains font une telle propagande des divisions entre Sunnites et Chiites ? Ce n'est pas seulement pour faire disparaître la culpabilité des USA, car après tout, la chute de Saddam était la raison initiale pour cette guerre en Irak. Mais après toutes ces années pendant lesquelles la presse américaine a exacerbé le « fanatisme » et le « fondamentalisme » des Chiites, ces derniers apparaissent comme ceux ayant l'autorité morale aux USA. Simplement parce que Saddam était sunnite ? J'en doute. Ou peut-être que les médias ne connaissent rien d'autre et fondent leur analyse limitée sur les divisions entre Chiites et Sunnites qui existent actuellement en Irak, mais qui ne sont pas insurmontables, même dans les conditions actuelles. Mais si ces divisions étaient finement exploitées, cela pourrait garantir un Moyen Orient non unifié. Et un Moyen Orient fort, uni ne serait certainement pas conforme à la vision américaine !!!!

---

# De la barbarie coloniale à la politique nazie d'extermination

Communication de **Rosa Amelia Plummelle-Urbe** présentée le 15 juin 2006 à Berlin dans le cadre du Forum de Dialogue organisé par la section européenne de la Fondation AfricAvenir et publiée le 10/09/06 sur le [site Afrikara](#).

L'auteur de «La Férocité blanche» [Albin Michel, 2001], remet en cause la **spécificité de l'holocauste** en le replaçant dans une continuité historique « jalonnée sans interruption par la **barbarie coloniale**» .

---

Nous sommes réunis ici pour analyser ensemble le lien historique qui, comme un fil conducteur conduit de la barbarie coloniale à la politique nazie d'extermination. Il s'agit d'un effort visant à détecter au moins la plupart des facteurs qui, de manière directe ou indirecte, auraient favorisé le développement politique et l'épanouissement idéologique d'une entreprise de déshumanisation comme la barbarie nazie en Allemagne et au-delà de ses frontières.

Cette contribution est utile à toute démarche qui voudrait mettre fin à toute sorte de discrimination d'où qu'elle vienne ; à commencer par cette discrimination qui consiste à trier parmi les crimes pour ensuite, suivant l'identité des victimes ou parfois l'identité des bourreaux, sélectionner le crime qu'il faut condamner. Cette hiérarchisation des crimes et donc de leur condamnation, demeure un handicap majeur dans la lutte pour la prévention des crimes contre l'humanité dont le crime

de génocide.

## **Esclavage et trafic d'esclaves**

Des historiens du 20ème siècle, travaillant sur la conquête de l'Amérique, sont parvenus à se mettre plus ou moins d'accord pour estimer le nombre d'habitants du continent américain à la veille de l'invasion. Il a donc été retenu qu'à la veille de 1500, environ 80 millions de personnes habitent dans le continent américain. Ces chiffres furent comparés à ceux obtenus cinquante ans plus tard à partir des recensements espagnols.

Il en ressort que vers 1550, des 80 millions d'Indigènes ne restent que 10 millions. C'est-à-dire, en termes relatifs une destruction de l'ordre de 90% de la population. Une véritable hécatombe car en termes absolus il s'agit d'une diminution de 70 millions d'êtres humains. Et encore, il importe de savoir que ces dernières années, des historiens sud-américains sont parvenus à la conclusion qu'en réalité, à la veille de la conquête il y avait en Amérique plus de 100 millions d'habitants. D'un point de vue européen, ces estimations sont inacceptables, et pour cause ! Si cela était vrai, nous serions devant une diminution de 90 millions d'êtres humains.

Mais, au-delà du nombre d'Indigènes exterminés, le comportement collectivement adopté par les conquérants chrétiens a eu des conséquences qui perdurent. Par exemple, la justification postérieure de ce génocide a conditionné l'évolution culturelle, idéologique et politique de la suprématie blanche à l'égard d'autres peuples non Européens, et finalement à l'intérieur même d'Europe.

La situation d'impunité dont bénéficiaient les conquistadores devait, fatalement, favoriser l'apparition très rapide de pratiques assez inquiétantes. Ainsi, la mauvaise habitude de nourrir les chiens avec des Indigènes et parfois avec des

nourrissons arrachés à leur mère et jetés en pâture à des chiens affamés. Ou la tendance à s'amuser en faisant brûler vifs des Indigènes jetés dans des bûcher allumés pour les faire rôtir. Ce désastre fut la première conséquence directe de ce que les manuels d'histoire continuent à appeler 'la découverte de l'Amérique'.

### **La solution africaine**

Après avoir vidé le continent américain de sa population, les puissances occidentales naissantes ont fait de l'Afrique noire, une pourvoyeuse d'esclaves pour l'Amérique. Cette entreprise a désagrégé l'économie des pays africains et vidé le continent d'une partie de sa population dans ce qui demeure, la déportation d'êtres humains la plus gigantesque que l'histoire de l'humanité ait connue. Ici, il convient de rappeler la situation des pays africains au moment où ils sont abordés par les Européens.

C'est un fait que, même si le mode de production en Afrique n'était pas fondamentalement esclavagiste, les sociétés y connaissaient certaines formes de servitude. Comme nous l'avons dit, au Moyen âge, l'esclavage ainsi que la vente d'êtres humains, était une pratique très généralisée et l'Afrique n'a pas été une exception. Depuis le 7ème siècle, l'Afrique noire, tout comme l'Europe depuis le 8ème siècle, approvisionne en esclaves les pays de l'empire arabo-musulman. Il semblerait qu'à l'époque, la dimension et les modalités du trafic d'esclaves n'auraient pas été incompatibles avec la croissance de l'économie dans les pays concernés par ce commerce d'êtres humains. Il est d'ailleurs couramment admis que c'est sous le règne de l'islam en Espagne que l'Europe a commencé à sortir des ténèbres du Moyen âge. Concernant l'Afrique, on notera qu'au 15ème siècle, malgré la ponction faite par la traite négrière arabo-musulmane, les pays de ce continent jouissaient d'un bon niveau de bien être social.

Le dépeuplement du continent ainsi que la misère et

l'indigence de ses habitants malades et affamés, décrits par les voyageurs qui abordèrent l'Afrique noire au 19ème siècle, contrastent avec les pays densément peuplés, l'économie fleurissante, l'agriculture abondante, l'artisanat diversifié, le commerce intense et surtout, avec le niveau de bien être social décrits par les voyageurs, géographes et navigateurs ayant abordé l'Afrique noire entre le 8ème et le 17ème siècle, et dont nous connaissons maintenant les témoignages grâce aux diverses recherches, entre autres celles de Diop Maes.

Entre le 16ème et le 19ème siècle, les guerres et razzias en chaîne, provoquées par les négriers pour se procurer les captifs, ont conduit à la destruction quasiment irréversible de l'économie, du tissu social et de la démographie des peuples africains.

Le cumul des traites, arabe et européenne, au moyen d'armes à feu, le caractère massif, voire industriel, de la traite négrière transatlantique en accroissement constant, a causé en trois siècles, des ravages que le continent n'avait jamais connus jusque là. Ce nouveau désastre fut la deuxième conséquence de la colonisation d'Amérique.

### **Une entreprise de déshumanisation**

Dans le cadre de la domination coloniale sur le continent américain, les survivants indigènes, dépouillés de leurs terres furent refoulés et parqués dans des réserves. Dans le même temps, des millions de femmes, d'enfants et d'hommes Africains arrachés de chez eux et déportés dans l'Amérique, furent systématiquement expulsés hors de l'espèce humaine et réduits à la catégorie de bien meuble ou de sous-homme. L'infériorité raciale des non-Blancs et sa soeur jumelle, la supériorité de la race blanche, furent inscrits dans la loi, consacrées par le christianisme et renforcées dans les faits.

Les puissances coloniales, Espagne, Portugal, France, Angleterre, Hollande, légiféraient pour se doter du cadre

juridique à l'intérieur duquel la déshumanisation des Noirs devenait légale. En conséquence, chaque métropole avait un arsenal juridique pour réglementer sa politique génocidaire dans l'univers concentrationnaire d'Amérique. A cet égard, la codification la plus achevée aura été le code noir français. Promulgué en 1685, cette monstruosité juridique est restée en vigueur jusqu'à 1848 lors de la seconde abolition de l'esclavage dans les colonies françaises.

Il est significatif que, au moins pendant les 16ème et 17ème siècles, pour autant que nous sachions, il n'y eut pas une seule voix autorisée pour dénoncer et condamner l'expulsion légale des Noirs hors de l'espèce humaine. Même au 18ème siècle qui était pourtant le siècle des Lumières, aucun de ces grands philosophes n'a, formellement, exigé des autorités compétentes la suppression immédiate, réelle, sans atermoiements, des lois qui réglaient ces crimes.

### **Une idéologie unanimement partagée**

On a l'habitude d'ignorer que grâce à la racialisation de l'esclavage dans l'univers concentrationnaire d'Amérique, la supériorité de la race blanche et l'infériorité des Noirs sont devenues un axiome profondément enraciné dans la culture occidentale. Il faut savoir que cet héritage pernicieux de la domination coloniale européenne, combiné aux effets néfastes de la manie des Lumières de tout ordonner, hiérarchiser, classier, a stimulé l'émergence d'une culture plus ou moins favorable à l'extermination des groupes considérés inférieurs. Entre le 15ème et le 19ème siècle, toute la production littéraire et scientifique concernant les peuples indigènes d'Amérique, visait à justifier leur extermination passé et à venir. Après trois longs siècles de barbarie coloniale sous contrôle chrétien, un des principes validés par les catholiques espagnols, est la certitude que tuer des Indiens n'est pas un péché.. Cette conscience fut renforcée par les protestants anglophones, convaincus qu'un bon Indien est un Indien mort. Aussi, toute la littérature concernant la

bestialisation des Noirs dans l'univers concentrationnaire d'Amérique, était une véritable propagande en faveur de la traite négrière et de l'esclavage des Noirs présentés comme un progrès de la civilisation.

Lorsque finalement eut lieu le démantèlement de l'univers concentrationnaire d'Amérique, le changement provoqué par les abolitions de l'esclavage eut une portée assez limitée. D'abord parce que l'essentiel des structures et des rapports sociaux et économiques mis en place par la barbarie institutionnalisée, sont restés quasiment inchangés. Et aussi, parce que le triomphe de la pensée scientifique sur la foi religieuse a donné à la race des seigneurs et aux valeurs de la civilisation occidentale, une crédibilité dont la religion ne bénéficiait plus auprès des esprits éclairés. Désormais, la colonisation et les actes de barbarie qui lui sont consubstantiels, par exemple l'extermination de groupes considérés inférieurs, se feront ayant comme support un discours scientifique.

### **Une culture d'extermination**

Il serait utile de réaliser une étude très serrée concernant le rôle des scientifiques occidentaux dans le développement de la culture d'extermination qui a prévalu au 19ème et au début du 20ème siècle dans les pays colonisateurs. Malgré son rapport étroit avec notre analyse, cela n'est pas le sujet central de cette communication. Mais, nous pouvons néanmoins dégager quelques pistes pour ceux qui voudraient reprendre le sujet et se renseigner davantage.

Au milieu du 19ème siècle, les Associations scientifiques les plus prestigieuses semblent avoir été la Geographical Society et l'Anthropological Society à Londres et aussi, la Société de Géologie à Paris. Le 19 janvier 1864, eut lieu une table ronde organisée par l'Anthropological Society sur « l'extinction des races inférieures ». Il y fut question du droit des races supérieures à coloniser les espaces territoriaux considérés

vitaux pour leurs intérêts.

Dans le "journal of the Anthropological Society of London, vol. 165, 1864" fut publié un compte rendu des débats de la Conférence. Il s'agissait de savoir si dans tous les cas de colonisation l'extinction des races inférieures serait inévitable, ou si jamais il serait possible qu'elles puissent coexister avec la race supérieure sans être éliminées. A l'époque, l'Angleterre avait déjà commis, outre le génocide des Indigènes en Amérique du Nord, celui des Aborigènes d'Australie dont les Tasmaniens.

En France, Albert Sarraut, tenant discours aux élèves de l'Ecole coloniale affirmait : « *il serait puéril d'opposer aux entreprises européennes de colonisation un prétendu droit d'occupation [...] qui pérenniserait en des mains incapables la vaine possession de richesses sans emploi.* ». De son côté, le sociologue français Georges Vacher de Lapouge, soutenait qu'il n'y avait rien de plus normal que la réduction en esclavage des races inférieures et plaidait pour une seule race supérieure, nivelée par la sélection.

### **Des scientifiques réticents**

On remarquera que la plupart des anthropologues allemands, même convaincus de leur supériorité raciale, ne partagent pas avec leurs collègues britanniques, nordaméricains et français, la conviction que les races inférieures doivent nécessairement disparaître au contact de la civilisation. Le professeur Théodore Waitz par exemple, développe entre 1859-1862 un travail pour contester le bien fondé des théories propagées par ses collègues occidentaux, engagés dans la justification scientifique des exterminations commises par leurs pays.

Par la suite, son élève George Gerland fait en 1868 une étude sur l'extermination des races inférieures. Il dénonce la violence physique exercée par les colonisateurs comme étant le facteur d'extermination le plus tangible. Et affirme qu'il

n'existe aucune loi naturelle qui dit que les peuples primitifs doivent disparaître pour que la civilisation avance. Le plaidoyer de ce scientifique allemand pour le droit à la vie des races dites inférieures est un fait rarissime dans cette période de l'histoire.

En 1891 le professeur allemand Friedrich Ratzel publie son livre «Anthropogéographie » et dans le dixième chapitre sous-titré « Le déclin des peuples de cultures inférieures au contact avec la culture », il exprime son hostilité concernant la destruction des peuples indigènes :

*« C'est devenu une règle déplorable, que des peuples faiblement avancés meurent au contact avec des peuples hautement cultivés. Cela s'applique à la vaste majorité des Australiens, des Polynésiens, des Asiatiques du Nord, des Américains du Nord et des nombreux peuples d'Afrique du Sud et d'Amérique du Sud. (...) Les Indigènes sont tués, chassés, prolétarisés et l'on détruit leur organisation sociale. La caractéristique principale de la politique des Blancs est l'usage de la violence par les forts sur les faibles. Le but est de s'emparer de leurs terres. Ce phénomène a pris sa forme la plus intense en Amérique du Nord. Des Blancs assoiffés de terres s'entassent entre des peuplements indiens faibles et partiellement désintégrés ».*

Ce serait le dernier discours dans lequel le professeur Ratzel exprimerait un point de vue aussi peu favorable à l'extinction des peuples inférieurs.

### **Une évolution malheureuse**

Les anciennes puissances négrières réunies à Berlin en 1884-1885, officialisent le dépècement de l'Afrique. L'Allemagne s'assure le contrôle du Sud-Ouest africain (c'est-à-dire la Namibie), de l'Est africain (correspondant aux territoires actuels de la Tanzanie, du Burundi et du Rwanda) et aussi le contrôle sur le Togo et le Cameroun.

L'entrée de l'Allemagne dans l'entreprise coloniale marque un hiatus sensible entre le discours des scientifiques allemands avant les années 1890 et celui qu'ils auront après les années de 1890 sur le même sujet : l'extermination des races inférieures ou leur asservissement suivant les besoins des conquistadores et le progrès de la civilisation.

En effet, en 1897 le professeur Ratzel publie son ouvrage «Géographie politique» dans lequel, l'auteur prend fait et cause pour l'extermination des races inférieures. Il affirme qu'un peuple en développement qui a besoin de plus de terres doit donc en conquérir « *lesquelles, par la mort et le déplacement de leurs habitants, sont transformées en terres inhabitées* ».

La domination économique combinée à des méthodes racistes, a donné naissance à la suprématie blanche chrétienne. Son idéologie hégémonique règne sans partage sur la planète et connaît toute sa splendeur entre la seconde moitié du 19ème et la première moitié du 20ème siècle. Même dans les anciens pays colonisés, l'extermination des races inférieures tenait lieu de politique officielle.

### **Une idéologie triomphante**

La plupart des pays d'Amérique sont devenus indépendants au 19ème siècle. Les classes dirigeantes de ces pays, se croient blanches parce qu'elles sont issues des aventuriers européens qui souvent violaient les femmes indigènes. Arrivées au pouvoir suite aux guerres d'indépendance, ces élites se sont toujours identifiées à leur ancêtre blanc. De fait, elles adoptèrent les méthodes d'extermination des Indigènes hérités de la colonisation.

En avril 1834, les autorités d'Argentine, pays indépendant depuis peu, déclenchent la «*Campaña del Desierto* » (Campagne du Désert), dont le but est l'extermination des survivants Indigènes qui occupent la pampa. Dirigée par Juan Manuel de

Rosas, devenu Président d'Argentine à partir de 1835, cette campagne fut coordonnée avec le gouvernement du Chili. Le premier gouvernement constitutionnel d'Uruguay, dirigé par Fructuoso Rivera, s'est aussi joint à la Campagne qui devait transformer ces terres en espaces inhabités.

Malgré la violence extrême de la « Campagne », tous les Indigènes ne sont pas morts, au grand dam du président Rosas pour qui les Indiens se reproduisaient comme des insectes. Pour remédier à cet échec, en 1878, par initiative du Ministre de la Guerre Julio Argentino Roca, le Congrès National argentin vote et approuve la loi « de expansión de las fronteras hasta el Rio Negro » (expansion des frontières). C'est le point de départ de la seconde « Campagne du Désert » qui doit définitivement vider la Pampa de sa population indigène pour faire avancer la civilisation.

### **Un espace vital avant la lettre**

La « Campagne » a lieu au moment où les survivants Indigènes sont traqués partout dans le continent. En Amérique du Nord ils sont massacrés et refoulés afin de libérer un espace devenu vital pour l'installation de familles civilisées, c'est-à-dire blanches.

En Argentine, l'objectif avoué de la « Campagne » était le même : Remplacement de la population locale par une population civilisée pouvant garantir l'incorporation effective de la Pampa et la Patagonie à la nation de l'Etat Argentin. Quelques décennies plus tard, Heinrich Himmler défendrait le même principe de remplacement des populations lorsqu'il affirmait : *« Le seul moyen de résoudre le problème social, c'est pour un groupe, de tuer les autres et de s'emparer de leur pays »*. Mais, pour le moment, cela se passait en Amérique et au détriment de populations non-Européennes. Le Ministre Roca, qui est à l'origine de la seconde «Campagne du Désert», a même gagné les élections en 1880 et est devenu Président de l'Argentine.

Bien sûr, quelques voix se levèrent pour critiquer la barbarie des atrocités commises pendant la Campagne. Mais, dans l'ensemble, l'infériorité des victimes n'était pas contestée et le gouvernement de Julio Roca appelé le conquistador du Désert, est perçu comme le fondateur de l'Argentine moderne. L'histoire de ce pays a retenu surtout, que c'est sous la Présidence de Roca que le pays a avancé vers la séparation de l'église et l'Etat, le mariage civil, le registre civil des naissances et l'éducation laïque. Une des plus grandes villes de la Patagonie porte le nom de Roca.

Il n'y a pas longtemps, l'historien Félix Luna affirmait sans rire :

*« Roca a incarné le progrès, il a intégré l'Argentine dans le monde : je me suis mis à sa place pour comprendre ce qui impliquait d'exterminer quelques centaines d'indiens pour pouvoir gouverner. Il faut considérer le contexte de l'époque où l'on vivait une atmosphère darwiniste qui favorisait la survie du plus fort et la supériorité de la race blanche (...) Avec des erreurs, des abus, avec un coût Roca fit l'Argentine dont nous jouissons aujourd'hui : les parcs, les édifices, le palais des OEuvres Sanitaires, celui des Tribunaux, la Case du Gouvernement ».*

### **Exterminables parce qu'inférieurs**

On remarquera que **depuis le premier génocide des temps modernes**, commis par les chrétiens en Amérique à partir de 1492, la situation des peuples non Européens en général et des Noirs en particulier se trouve rythmée par les exigences de la suprématie blanche. Dans l'univers concentrationnaire d'Amérique, le Noir expulsé hors de l'espèce humaine en tant que sous-homme ou bien meuble, ne fut jamais réintégré ou réinstallé dans son humanité. Et les survivants indigènes étaient massivement massacrés pour rendre inhabitées leurs terres. En Afrique le peuple congolais, sous l'administration de ce bourreau que fut le Roi Léopold, est soumis à des formes

d'asservissement causant la destruction de la moitié de la population qui est passée de vingt millions à 10 millions d'habitants.

Dans ce même continent, l'Allemagne aussi, comme d'autres avant elle, appliquera les bons principes de la colonisation. Entre 1904 et 1906, soit en l'espace de deux ans, les Allemands exterminèrent les trois quarts du peuple Herero. Sans compter les morts des Nama, Baster, Hottentots, etc..

Dans le cadre de la domination coloniale allemande en Namibie, le professeur Eugen Fischer va étudier en 1908, chez les Baster installés à Rehoboth « le problème de la bâtardisation chez l'être humain ». Les recommandations du chercheur sont sans détour. On lit dans son traité à propos des métis : *« Qu'on leur garantisse donc le degré précis de protection qui leur est nécessaire en tant que race inférieure à la nôtre, rien de plus, et uniquement tant qu'ils nous sont utiles – autrement, que joue la libre concurrence, c'est-à-dire, selon moi, qu'ils disparaissent. »*

Ce travail dans lequel le professeur Fischer considérait avoir démontré scientifiquement l'infériorité des Noirs, fit la gloire de son auteur dont le prestige alla au-delà des frontières du pays. Des années plus tard, lorsqu'en 1933 Adolf Hitler arrive au pouvoir en Allemagne, tout naturellement, le professeur Fischer mettra au service de la politique raciale du nouvel Etat le prestige et l'autorité que lui conférait sa condition de scientifique de renommée mondiale. En fait, ce fut le cas de l'establishment scientifique dans son ensemble.

### **Le danger d'être classé inférieur**

C'est un fait vérifiable, à la fin du 19ème et pendant les premières décennies du 20ème siècle, l'extermination d'êtres inférieurs ou la programmation de leur disparition, était une réalité qui ne soulevait pas de grandes vagues de solidarité à l'égard des victimes. C'est pourquoi les dirigeants nazis

s'appliquèrent à convaincre les Allemands que les Juifs, ainsi que les Slaves et autres groupes, étaient différents et en conséquence étaient inférieurs.

C'est dans ce contexte si favorable à l'extermination des inférieurs, que les conseillers scientifiques du plan quadriennal chargé de planifier l'économie de l'Allemagne nazie, poussant la logique de l'anéantissement plus loin que leurs prédécesseurs, et dans une combinaison aussi terrible que sinistre entre les facteurs idéologiques et les motivations utilitaires, ont programmé l'extermination à l'Est, de 30 millions d'êtres humains.

Dans leur essai « Les architectes de l'extermination », Susanne Heim et Götz Aly soulignent que les planificateurs de l'économie, choisis non pas en fonction de leur militance politique mais de leur compétence professionnelle, fondaient leur dossier sur des considérations purement économiques et géopolitiques, sans la moindre référence à l'idéologie raciale. Ils rapportent le procès-verbal d'une réunion pendant laquelle, les conseillers économiques ont expliqué en présence de Goebbels leur plan d'approvisionnement alimentaire.

Ce dernier nota dans son journal le 2 mai 1941 : « *La guerre ne peut se poursuivre que si la Russie fournit des vivres à toutes les forces armées allemandes durant la troisième année de la guerre. Des millions de personnes mourront certainement de faim si les vivres qui nous sont nécessaires sont enlevés au pays.* » En effet, ce plan devait faire mourir environ 30 millions de Slaves dans un premier temps. Mais cela devait assurer l'approvisionnement des vivres pendant une année et en plus, rendre inhabitées des terres où des familles allemandes seraient installées.

### **Une tradition sinistre**

Ainsi, Hermann Göring, dont le père fut le premier gouverneur allemand en Namibie, pouvait dire en 1941 à son compère le

ministre italien des Affaires étrangères, le comte Ciano : « *Cette année, 20 à 30 millions de personnes mourront de faim en Russie. Peut-être est-ce pour le mieux, puisque certaines nations doivent être décimées.* » Ceux qui, dans une association extrême de l'idéologie raciste et la motivation utilitaire, programmaient l'extermination de 30 millions de Slaves, pouvaient programmer sans état d'âme, l'extermination d'un autre groupe considéré aussi inférieur, en l'occurrence les Juifs.

Ce n'est pas par hasard que le Professeur Wolfgang Abel : « *Chargé par le haut commandement des forces armées de réaliser des études anthropologiques sur les prisonniers de guerre soviétiques, proposa entre autres options la liquidation du peuple russe* ». Le professeur Abel fut l'élève du Professeur Fischer avant de devenir son assistant. Ensemble, ils formèrent les premiers experts scientifiques chargés de sélectionner ceux qui, coupables de ne pas être Aryens devaient être exterminés à Auschwitz ou ailleurs.

Quant aux Soviétiques : « *Au 1er février 1942, sur les 3,3 millions de soldats de l'Armée rouge fait prisonniers, 2 millions étaient déjà morts dans les camps allemands et au cours des transports, soit 60%. Si l'on enlève les trois premières semaines de guerre, au cours desquelles les premiers prisonniers purent puiser dans leurs réserves corporelles, ce chiffre correspondait à un taux de mortalité de 10 000 hommes par jour* ».

### **La tragédie des uns et le profit des autres**

La très grande majorité des Allemands, heureuse de se trouver du bon côté, accepta le fait accompli, c'est-à-dire l'exclusion des non-Aryens, et en retira tout le bénéfice possible. Il va sans dire qu'à l'époque, la solidarité à l'égard des groupes considérés inférieurs ne faisait pas vraiment recette dans la culture dominante. Plusieurs siècles de matraquage idéologique pour justifier l'écrasement des

peuples colonisés et asservis, n'avaient pas certainement favorisé l'humanité de ceux qui en profitaient. Comme le dit si bien Aly :

*« Le gouvernement nazi suscita le rêve d'une voiture populaire, introduisit le concept de vacances pratiquement inconnu jusqu'alors, doubla le nombre des jours fériés et se mit à développer le tourisme de masse dont nous sommes aujourd'hui familiers. (...) Ainsi, l'exonération fiscale des primes pour le travail de nuit, les dimanches et les jours fériés accordés après la victoire sur la France, et considérée, jusqu'à sa remise en cause récente comme un acquis social. (...) Hitler a épargné les Aryens moyens aux dépens du minimum vital d'autres catégories.»*

L'argent spolié aux Juifs d'Europe et aux pays sous occupation allemande a bien servi au gouvernement nazi pour financer sa politique sociale visant à favoriser le niveau de vie de la population aryenne. On comprend qu'après la guerre, tant d'Allemands pouvaient admettre en privé, avoir vécu la période la plus prospère de leur vie sous le gouvernement nazi y compris pendant la guerre...

## **Conclusion**

La domination coloniale sur d'autres peuples a toujours fourni les conditions indispensables pour la mise en place de systèmes d'asservissement et déshumanisation froidement réglés.

Ce fut le cas dans l'univers concentrationnaire d'Amérique, où les puissances coloniales ont inventé un système juridique à l'intérieur duquel, la bestialisation des Noirs parce que Noirs, se faisait en toute légalité.

Au 19ème siècle, la colonisation britannique en Australie a renoué avec le génocide commis en Amérique du Nord.

En Afrique, les peuples congolais ont souffert leur Adolf

Hitler incarné par le Roi des Belges qui non satisfait de faire mourir la moitié des populations, faisait couper la main à ceux qui cherchaient à fuir les travaux forcés.

En Namibie, l'Allemagne coloniale a commis son premier génocide et, je peux continuer mais je peux aussi m'arrêter.

Il y a assez pour comprendre que **l'entreprise nazie** de déshumanisation, s'inscrit dans une **continuité**, jalonnée sans interruption par la **barbarie coloniale**. A la fin de la guerre, les puissances coloniales, victorieuses, ont décrété que le nazisme était incompréhensible et effroyable parce que derrière ses atrocités il n'y avait aucune rationalité économique. La motivation utilitaire ayant toujours servi à cautionner les entreprises de déshumanisation menées contre d'autres peuples non-Européens, il fallait absolument que l'entreprise nazie de déshumanisation soit dépourvue de toute motivation utilitaire. De là, cette approche réductionniste qui a historiquement isolé le nazisme, et focalisé l'attention sur les atrocités commises par les nazis, en faisant abstraction des facteurs sans lesquels, chacun devrait le savoir, ce désastre effrayant n'aurait jamais atteint la disproportion que nous savons.

**Rosa Amelia Plummelle-Urbe**

---

**Du discours dominant dans la  
mouvance « pro-palestinienne**

## » et de l'hégémonie sioniste

Texte d'une conférence que fit **Gilad Atzmon** à Edinbourg, à l'invitation de la Campagne Ecossaise de Solidarité avec la Palestine, en préliminaire à un concert qu'il a



donné au profit de cette organisation, le **22 novembre 2006**.

Pour G. Atzmon, « c'est **l'État juif**, cette incarnation d'une **idéologie nationaliste raciste**, que nous devons combattre », « c'est le **sionisme**, en tant qu'idéologie, et le sionisme mondial, contre lequel nous devons nous battre ».

Toutes les mouvances du **mouvement pro-palestinien** devraient considérer cela comme un point de départ et lutter contre la stratégie sioniste qui vise à les diviser et à leur imposer des combats qui ne touchent pas aux intérêts fondamentaux d'Israël.

---

Regardons les choses en face : au moment même où la résistance palestinienne et la résistance arabe, de manière générale, sont en passe de devenir l'exemple absolu de l'héroïsme suprême et du patriotisme collectif, le mouvement de solidarité avec la Palestine, au Royaume-Uni, mais aussi partout dans le monde, n'est pas vraiment ce qu'on pourrait appeler une éclatante « success story ». De fait, il serait erroné et injuste d'affirmer que ce serait entièrement la faute des militants qui lui consacrent et leur temps et leur

énergie. Soutenir les Palestiniens, en effet, ce n'est pas de la petite bière. Bien que les crimes perpétrés contre les Palestiniens se produisent en plein jour et ne soient nullement des secrets, les priorités que se donne le mouvement de solidarité avec eux sont loin d'être claires.

Quand nous pensons à la société palestinienne, ce qui nous vient habituellement à l'esprit, ce sont des querelles idéologiques et culturelles particulièrement aiguës, mais peu claires à nos yeux, entre le Hamas et l'OLP. Il n'est bien entendu nullement dans mon intention de dénier qu'un tel contentieux existe bel et bien, mais je suis venu ici vous proposer un angle de vue alternatif, susceptible, je l'espère, de nous conduire à une compréhension autre de la notion de militantisme pro-palestinien et de solidarité avec les Palestiniens, tant du point de vue idéologique que du point de vue pratique.

J'affirme que le **peuple palestinien est en gros divisé entre trois principaux groupes** et que c'est précisément cette division qui dicte, de fait, trois narratifs politiques spécifiques, et donc trois discours politiques et trois agendas politiques différents, dont nous devons tenir compte. Ces trois groupes peuvent être ainsi décrits :

1 – Les **Palestiniens qui se trouvent vivre à l'intérieur de l'Etat israélien** , et qui possèdent la citoyenneté israélienne. Les Israéliens ont un nom, pour les désigner ; ils les appellent les « Arabes israéliens ». Ces Palestiniens sont très gravement discriminés par la loi israélienne, dans tous les aspects de leur existence ; leur lutte vise essentiellement l'obtention de leurs droits civiques et l'égalité civique avec l'ensemble des citoyens israéliens ;

2 – Les **Palestiniens qui vivent dans les territoires occupés** . La plupart d'entre eux sont coincés entre des murs de béton et des fils de fer barbelés, dans des bantoustans et des camps de concentration, dans l'ainsi dite « zone contrôlée par

l'Autorité palestinienne [AP] ». Pour parler franchement, ces gens vivent sous une occupation militaire israélienne criminelle. Depuis trente ans, ces gens sont terrorisés quotidiennement par des militaires israéliens, aux barrages militaires et durant d'incessantes incursions armées ; ils sont exposés aux raids aériens et aux bombardements de l'artillerie israélienne. Leur société est explosée, leur système éducatif est en train de s'écrouler, leur système sanitaire n'existe pratiquement plus. Ces Palestiniens n'aspirent qu'à une seule chose : connaître – enfin – ne serait-ce qu'une seule journée sans tués ni blessés ;

**3 – Les Palestiniens de la Diaspora** . Ce sont les Palestiniens victimes d'épuration ethnique au fil des années, qui se voient dénier leur droit à retourner chez eux par le système juridique intrinsèquement raciste d'Israël (Loi du Retour et Loi sur les Absents). Les Israéliens n'ont pas de nom, pour désigner ces Palestiniens-là ; pour eux, tout simplement, ils n'existent pas ! Les Palestiniens de la Diaspora vivent dans le monde entier. D'après les statistiques de l'ONU, sur l'ensemble des réfugiés du monde entier, un tiers sont des Palestiniens. Des millions de réfugiés palestiniens vivent au Moyen-Orient, dans des camps de réfugiés ; les autres vivent dans pratiquement tous les pays du monde, ils sont d'ailleurs nombreux parmi nous, ici, ce soir. Les Palestiniens de la Diaspora connaissent leurs droits, et ils veulent pouvoir retourner chez eux s'ils décident de le faire : ils exigent leur droit au retour.

Confrontés chacun à des réalités très différentes entre elles, ces trois groupes ont fini par se doter de trois discours politiques concurrents : le premier groupe, celui des ainsi dits « Arabes israéliens », lutte pour l'égalité. Les moyens dont ils disposent pour atteindre leurs objectifs sont très largement des moyens politiques. Ils sont en quête d'une expression, au sein d'une société israélienne ontologiquement raciste.

Le deuxième groupe, celui des « habitants de l'AP », se battent face à l'occupation. Ils luttent en vue de leur libération. Leurs moyens sont des moyens politiques, la résistance civile et la lutte armée (de fait, c'est au sein de ce deuxième groupe que se déroule la lutte la plus acharnée pour l'hégémonie, entre l'OLP et le Hamas).

Se trouvant en-dehors d'Israël, et étant dépourvu de soutien international ainsi que d'une représentation politique adéquate, le troisième groupe de Palestiniens continue à être ignoré par la totalité du système politique israélien, et même par les principaux acteurs de la scène internationale. Les Palestiniens exilés sont dans une très large mesure négligés, et leur exigence de droit au retour n'est toujours pas prise en considération comme elle devrait l'être.

Manifestement, le discours palestinien est fragmenté. Il est divisé en au minimum trois discours différents, et parfois opposés entre eux. Reconnaissons leur intelligence perverse, sans oublier leur impitoyable cruauté, aux Israéliens, lesquels déploient des prouesses afin de perpétuer cet état de fragmentation. Ce sont les Israéliens qui réussissent à empêcher le discours politique et culturel palestinien fragmenté de se fédérer et de fusionner en un narratif unique, grandiose et indestructible. Comment font-ils ? Quel est leur secret ? Ils recourent à différentes tactiques, qui, toutes, perpétuent l'isolement et la conflictualité entre les trois groupes distincts de Palestiniens. A l'intérieur de l'Etat d'Israël, les Israéliens entretiennent un système juridique raciste, qui fait des Palestiniens citoyens d'Israël des citoyens de dixième catégorie. Quant aux habitants de l'AP, les Israéliens les maintiennent sous une pression militaire impitoyable et constante. La bande de Gaza est maintenue au bord de la famine, elle est bombardée quotidiennement. Une partie de ce territoire est réduit à l'état de gravats. De plus en plus nombreux, les observateurs considèrent que la situation actuelle dans les territoires « de l'AP » n'est rien

d'autre qu'une extermination et un génocide à bas bruit.

Afin d'humilier le troisième groupe de Palestiniens, les Israéliens mettent en œuvre une législation raciste, qui accueille n'importe quel juif à bras ouverts dans le pays, mais rejette tous les autres [c'est la Loi du Retour]. Dans la pratique, c'est un système juridico-politique ontologiquement raciste qui empêche les Palestiniens exilés de revenir chez eux, dans leur pays.

De manière tout à fait paradoxale, plus les Israéliens infligent de souffrances à l'un quelconque de ces trois groupes, plus les Palestiniens s'éloignent de l'écriture d'un grandiose narratif de résistance héroïque. De même, plus les Israéliens sont pervers, plus le mouvement de solidarité avec les Palestiniens tourne le dos à la mise au point d'un programme d'action unifié.

De fait, le militant de la solidarité avec la Palestine est perdu ; il se demande quelle campagne de solidarité choisir ? Qui doit-il soutenir ? Le tronçonnement du discours palestinien en trois narratifs concurrents et conflictuels entre eux rend la solidarité avec les Palestiniens singulièrement complexe. De même, différentes associations de solidarité avec les Palestiniens ont des missions politiques différentes, et embrassent des causes palestiniennes différentes. Certains en appellent à la fin de l'occupation israélienne, d'autres prennent fait et cause pour le droit au retour des exilés palestiniens. Certains défendent l'égalité. La plupart des militants pro-palestiniens sont divisés entre eux. Ceux qui prônent le droit au retour et la formation d'un Etat unique sont totalement insatisfaits de la simple exigence d'une « fin de l'occupation », qu'ils considèrent comme extrêmement limitée et comme une solution où tellement d'eau a été mise dans le vin qu'on ne sent plus du tout le goût du vin. Manifestement, le mouvement de solidarité avec la Palestine est dans l'impasse.

Opter pour une revendication et ignorer les autres, cela revient, en réalité, à capituler devant un discours imposé par les Israéliens, par la violence et par le crime. C'est très précisément grâce à cela que le sionisme réussit à maintenir son hégémonie au sein même du discours de la solidarité avec les Palestiniens. C'est la brutalité israélienne qui impose au discours de la solidarité pro-palestinienne un état de fragmentation idéologique. Quelque décision que puisse bien vouloir prendre un activiste palestinien, on s'arrange pour en faire un a priori permettant d'ostraciser telle ou telle dimension de la cause palestinienne. Bien sûr, c'est très douloureux, de reconnaître que ce sont les Israéliens qui nous ont fait tomber dans ce piège. Notre travail, notre discours et notre terminologie de militants solidaires des Palestiniens sont déterminés de A jusqu'à Z par l'agression israélienne ; nous devons en prendre conscience.

### **Mais la bataille n'est pas perdue**

Il est toutefois possible de contourner cette complexité et de la surmonter. Au lieu de capituler devant la stratégie sioniste consistant à diviser le discours de la solidarité avec les Palestiniens, nous pouvons tout simplement redéfinir ce qui fait le cœur de la tragédie palestinienne, qui est en train de se transformer sous nos yeux en crise mondiale.

Dès lors que nous aurons compris et assimilé que le discours de la solidarité avec les Palestiniens est dominé par les pratiques brutales et malignes d'Israël, nous serons plus ou moins prêts à prendre conscience de la réalité. A savoir que **c'est l'État juif, cette incarnation d'une idéologie nationaliste raciste, que nous devons combattre**, avant toute chose. C'est l'État juif et ses partisans, dans le monde entier, que nous devons harceler. C'est le sionisme, en tant qu'idéologie, et le sionisme mondial, contre lequel nous devons nous battre. Dès aujourd'hui !

Et pourtant, c'est exactement là où le brave militant pro-

palestinien lâche prise. Être capable d'identifier le désastre palestinien avec l'« État réservé aux seuls juifs », c'est un pas que peu de militants sont capables de franchir, actuellement. Reconnaître que l'État juif est le nœud du problème, cela implique qu'il y a sans doute quelque chose d'un peu plus fondamental encore, dans le conflit, que des intérêts coloniaux classiques ou une banale querelle ethnique sur un territoire. Comprendre que c'est l'« État réservé aux seuls juifs » qui est le noyau du problème, c'est reconnaître que la paix n'est pas nécessairement une option possible. La raison est simple : l'« État réservé aux seuls juifs » obéit à une philosophie expansionniste et raciste, qu'il met en œuvre. Cet État raciste ne laisse aucune place à qui que ce soit d'autre ; c'est là un simple constat, mais pour l'État raciste d'Israël, c'est même une question de principe.

Pourtant, quand nous finissons par saisir cette réalité, une fois que nous sommes éclairés, et que nous avons pris conscience du fait qu'il y a quelque chose d'un peu plus fondamental qu'une simple bataille entre un envahisseur et un envahi, l'envahisseur étant confronté à une forme ou une autre de lutte de résistance indigène en vue de la liberté, nous sommes sans doute plus ou moins disposés à nous lancer dans une enquête critique sur ce qu'est le sionisme. Nous sommes prêts à examiner la notion moderne de la judéité (plutôt que du judaïsme). Dès lors que nous avons le courage de reconnaître que le sionisme n'est que la continuation de la judéité (plutôt que du judaïsme), dès lors que nous avons compris que le sionisme, qui fut jadis une idéologie juive marginale, est devenu l'expression de la juiverie [organisée] mondiale, une fois que nous savons et admettons tout cela, alors nous sommes sans doute prêts à vaincre le cancer sioniste. Si nous luttons, c'est pour les Palestiniens, mais c'est aussi pour sauvegarder la paix mondiale.

### **Les tuteurs, maîtres du discours**

Essayons d'imaginer une situation dans laquelle une dizaine

d'intellectuels dissidents allemands se démèneraient afin de contrôler et de dicter les discours de Churchill au peuple britannique, en plein Blitz. A chaque fois que Churchill laisserait parler son cœur pour appeler les Britanniques à tenir bon face à l'Allemagne et à sa puissance militaire, les dissidents allemands exilés donneraient de la voix : « Ce n'est pas l'Allemagne, Monsieur le Premier Ministre, c'est le parti nazi... Le peuple allemand et l'esprit allemand, eux, sont innocents. » Là, bien entendu, Churchill présenterait immédiatement ses excuses...

J'imagine que vous avez tous conscience qu'une telle scène est totalement surréaliste. L'Angleterre n'aurait jamais permis à une escouade d'Allemands exilés de contrôler son discours en pleine guerre avec l'Allemagne... De plus, des intellectuels allemands dissidents n'auraient pas la Chutzpah [culot cachère, NdT] ne serait-ce que d'imaginer dicter aux Britanniques ce que devrait être ou ne devrait pas être la rhétorique appropriée à utiliser en temps de guerre avec l'Allemagne !

Pourtant, quand c'est du discours de la solidarité avec les Palestiniens dont il est question, nous sommes d'une certaine manière bien plus tolérants. En dépit du fait que c'est bien en réalité contre l'« État réservé aux seuls juifs » que nous nous battons, nous laissons une petite bande de dirigeants et de militants juifs autoproclamés devenir nos tuteurs. Aussitôt que n'importe lequel d'entre nous identifie les symptômes du sionisme avec quelque précepte juif fondamental ou essentiel, une campagne de diffamation et de dénigrement est lancée contre cette personne.

Cela fait maintenant pas mal d'années que je suis de près **le discours de la gauche juive** . Je dois d'ailleurs reconnaître que je vois au moins une bonne raison au militantisme juif antisioniste. Je comprends bien, en effet, le besoin que ressentent certains juifs humanistes de se lever et de dire : « Je suis juif, et je trouve le sionisme répugnant ». À un

certain stade de mon existence, je disais exactement la même chose. Comme le savent certains parmi vous, j'admire totalement les juifs de la Torah, qui ont exactement cette position. Toutefois, quand il s'agit d'associations juives socialistes et de groupes laïcs de gauche, je suis perplexe.

Moshe Machover, dissident israélien entré dans la légende, et juif marxiste qui se trouve être le mentor intellectuel des militants juifs progressistes britanniques, a dit, voici quelques jours, à propos d'une pétition contre laquelle il protestait :

*« L'antisémitisme est un problème des Palestiniens, car il ne fait que pousser les juifs dans les bras du sionisme. Cela, tous les progressistes palestiniens l'ont compris depuis fort longtemps. L'antisémitisme est un allié objectif du sionisme ; c'est l'ennemi commun des Palestiniens, des juifs, et de toute l'humanité. »*

Certes, l'antisémitisme est sans doute un problème. Cependant, est-ce vraiment un problème des Palestiniens ? La campagne de solidarité avec les Palestiniens doit-elle, de surcroît, s'engager dans la lutte contre l'antisémitisme ? Ne devrions-nous pas plutôt laisser ça à l'Anti-Defamation League [à la LICRA... NdT] et à Abe Foxman ? Je pense que nous ferions mieux de faire tout ce que nous pouvons afin de sauver les habitants de Beit Hanoun. C'est là-bas, qu'on a besoin de nous. Je suis persuadé que l'immense majorité des militants solidaires des Palestiniens savent que j'ai raison.

Tous les militants avec lesquels j'ai conversé ont reconnu qu'il y avait très peu de Palestiniens qui accordent le moindre intérêt à la Campagne de Solidarité avec la Palestine. De fait, la déclaration de Marchover fournit l'explication de ce phénomène réel. D'après Marchover, ceux des Palestiniens qui ne comprendraient pas que l'antisémitisme est le véritable problème seraient tout simplement des réactionnaires, étant donné que seuls les Palestiniens « progressistes »

reconnaissent que l'antisémitisme « est » vraiment un problème. Permettez-moi de vous dire que les palestiniens que je connais n'aiment pas vraiment que Marchover ou qui que ce soit d'autre, d'ailleurs, les traite de réactionnaires, au simple motif qu'ils n'en ont rien à cirer, de l'antisémitisme. À lire Machover, il est parfaitement évident que de telles opinions servent de bouclier humain au collectivisme laïc juif et au narratif historique siono-centriste. Pour être franc, il n'y a pas vraiment de raison, pour un Palestinien, de rejoindre le mouvement de solidarité, obnubilé comme l'est actuellement ce mouvement par l'antisémitisme.

Permettez-moi de préciser que je ne suis pas historien. J'ai une formation universitaire en philosophie, et en particulier en philosophie européenne. Je suis particulièrement passionné par la notion d'essence. Pour moi, attaquer efficacement le sionisme, cela passe par une réelle et complète prise de conscience de ce qu'en est l'essence. Dans une certaine mesure, je suis, de fait, essentialiste. Je sais : c'est là quelque chose de plutôt dérangeant pour ceux qui essaient de réduire le discours à un échange positiviste sur des chiffres et des faits historiques. **Moi, ce qui m'intéresse, c'est l'essence du sionisme** . Ce qui m'importe, c'est ce qui transforme inéluctablement les Israéliens et ceux qui les soutiennent en machines à tuer atteintes de cécité morale.

### **Au-delà du culot**

Vous avez peut-être entendu parler du livre que je tiens à la main. C'est sans doute le pire en matière de pourriture sioniste : il s'agit du bouquin d'Alan Dershowitz : « Plaidoyer pour Israël » [en anglais : « The Case For Israel »]. Je ne sais pas si quelqu'un parmi vous a jamais eu l'idée de lire ce texte d'une platitude infinie, pour ne pas dire totalement idiot. C'est mon cas ; ce bouquin m'est tombé sous la main, il y a quelques jours de cela.

D'une manière très frappante, ce livre est structuré comme un

manuel destiné au sioniste fanatique débutant ; c'est une sorte d' « Israël pour les imbéciles ». Il enseigne au juif nationaliste la manière de devenir un avocat plaidant la « cause d'Israël ». Nous savons que Norman Finkelstein a démontré au-delà de tout doute que ce texte est littéralement une farce, du point de vue universitaire. Mais il y a quelque chose de très révélateur, dans cet ouvrage...

Ce livre est une énumération de déconstructions de « l'argumentation antisioniste ». Il commence par les accusations idéologiques et morales les plus graves formulées contre Israël, puis il devient de plus en plus léger, de plus en plus historique et roman de détective, au fur et à mesure que vous avancez dans sa lecture.

Dershowitz lance le jeu avec la question « à un million de shekels » : « Israël est-il un pays colonialiste, impérialiste ? » Dans une certaine mesure, Dershowitz réussit à donner le change ; il demande : « *Si Israël est bien un État colonial, au service de quel drapeau est-il ?* » Bon, me dis-je. Il a peut-être raison ?... Personnellement, je ne vois pas dans le sionisme une quelconque aventure coloniale. Mais, attendez une minute, Mister Dershowitz ; manifestement, vous vous en tirez à trop bon compte, là... Notre problème avec Israël n'a rien à voir avec ses caractéristiques coloniales ou non-coloniales... Notre problème avec l' « État réservé aux seuls juifs » porte sur ses caractéristiques racistes, expansionnistes et nationalistes. Notre problème avec Israël a tout à voir, en revanche, avec le fait qu'il s'agit d'un État fasciste soutenu par l'immense majorité du peuple juif, dans le monde entier !

Maintenant, je vous propose, à vous, les militants d'Ecosse, de prendre une seconde pour réfléchir et vous demander pourquoi Dershowitz commence-t-il son bouquin en s'attaquant (pour le réfuter) à l'aspect colonialiste d'Israël, plutôt que de regarder en face ses caractéristiques fascistes ? Ma réponse est toute simple : nous avons peur de reconnaître qu'Israël est bel et bien un pays fasciste. C'est

principalement les associations politiquement correctes qui servent à Dershowitz de feuille de vigne sioniste. De fait, **ce sont les guetteurs, à gauche, qui ont réussi à réduire le sionisme à une simple aventure coloniale** . Pourquoi l'ont-ils fait ? A cela, je vois deux raisons :

1 – Si Israël, l' « État réservé aux seuls juifs » doit être condamné en tant qu'aventure raciste, alors « Les Juifs pour la Paix, « Les Juifs contre le sionisme », les « Juifs socialistes », les « Juifs Sans Frontières » [NDR : ce n'est pas une invention de Gilad Atzmon : Jews sans frontières existe réellement !], les « Juifs pour ceci » et les « Juifs contre cela » sont tous à jeter, exactement pour la même raison (leur engagement étant une aventure marquée au coin du racisme) ;

2 – Voir dans le conflit israélo-palestinien une querelle coloniale leur permet de s'assurer qu'il rentrera à merveille dans leur notion de politique des classes laborieuses. Me permettez-vous de suggérer qu'une vision universaliste, de classe, d'Israël implique que l'État juif n'est autre chose qu'une expérimentation fasciste ?...

Je voudrais profiter de l'occasion qui m'est offerte ce soir pour en appeler à tous nos amis juifs socialistes ou militants dans d'autres mouvements juifs de solidarité.

Je voudrais leur demander de quitter la scène de bon gré, et de rejoindre l'humanité ordinaire. Le mouvement de solidarité avec la Palestine a un besoin vital de changement. Il a besoin d'ouvrir des portes, et non de videurs. Il aspire à un discours ouvert et dynamique. Les Palestiniens, sur le terrain, en ont déjà pris conscience. Ils ont élu démocratiquement une vision alternative de leur avenir. Le temps n'est-il pas venu, pour nous, de soutenir les Palestiniens pour ce qu'ils sont, au lieu d'attendre d'eux qu'ils se conforment à notre [propre] vision du monde ?

[Traduction française](#) originale de M. Charbonnier, révisée par F. Giudice, membres de Tlaxcala ([www.tlaxcala.es](http://www.tlaxcala.es)) réseau de traducteurs pour la diversité linguistique.

---

## Israël/Etats-Unis : Qui est le maître ?

Cet article a été rédigé et publié par l'association [COMAGUER](#) (Comprendre et Agir contre la Guerre) dans son bulletin n°151, 2006, semaine 36.



Dans le cadre du débat entre ceux qui considèrent Israël comme le bras armé de l'impérialisme américain au Moyen-Orient et ceux qui pensent que les Etats-Unis ne sont que les exécutants de la politique de l'Etat d'Israël, cet article vise à faire avancer la réflexion en apportant une analyse concrète des **mécanismes** par lesquels le **lobby juif** états-unien impose une politique extérieure conforme aux intérêts israéliens.

Le lobby juif – puissamment organisé dans des structures d'envergure nationale ou locale et regroupant deux millions d'individus très riches et politiquement hyperactifs – exerce

son action dans deux directions principales : le contrôle des élus et le formatage de l'opinion publique.

Le **contrôle des élus** passe par la pression réalisée directement au niveau du Congrès (et de la commission européenne), par le soutien ou l'absence de soutien matériel aux candidats lors des campagnes électorales ou par le dénigrement médiatique de tout opposant à Israël. L'emprise du lobby juif sur la vie politique est si forte que les élus n'apparaissent plus que comme des agents serviles des intérêts sionistes.

Le **conditionnement idéologique** de la population est assuré par la mainmise du Lobby sur les **deux grands journaux nationaux** , le New York Times et le Washington Post, dont le contenu éditorial est repris par les grands réseaux de télévision et de radio ainsi que par la grande majorité des quotidiens locaux. Le formatage des consciences est complété par la surveillance des professeurs des universités et des étudiants et par un enseignement pro-sioniste dans le primaire et le secondaire.

L'étude de l'influence du lobby juif sur la politique extérieure des Etats-Unis aboutit à la conclusion que **sionisme et impérialisme sont intrinsèquement liés** et qu'il est impossible de les combattre séparément.

---

## SOMMAIRE

I- [Le « LOBBY JUIF »](#)

II- [Le contrôle des élus](#)

A- [Structure du lobby](#)

B- [Finances du lobby](#)

III- [L'action directe de formatage de l'opinion publique](#)

IV- [Le LOBBY commence à être critiqué](#)

*[Nous avons légèrement modifié les titres de l'article dans le*

*but d'en faciliter la lecture]*

---

Le récent déchaînement militaire d'Israël contre la Liban et Gaza et le soutien total du gouvernement et du Congrès des Etats-Unis à ces actions ont donné un surcroît d'actualité à un débat déjà ancien sur les rapports entre les deux pays.

Ce débat met face à face deux thèses :

La première qu'on peut qualifier de thèse « **impérialiste classique** » consiste à dire que l'impérialisme dominant (les USA) disposent avec Israël d'un bras armé régional pour l'exécution de leur politique de domination et de transformation du Proche et du Moyen-Orient à leur profit.

La seconde renverse la perspective et considère que le **sionisme est politiquement déterminant** et que, au moins au Proche et au Moyen-Orient voire dans l'ensemble du monde musulman, les Etats-Unis sont, malgré quelques hésitations tactiques ou divergences momentanées des exécutants de la politique expansionniste de l'Etat sioniste.

L'opposition entre les tenants de ces deux thèses paraît irréductible mais il est de toute première importance de les confronter car, quel que soit le chef d'orchestre, la musique jouée par l'orchestre étasuno-sioniste est une marche funèbre déversée depuis un demi-siècle dans les oreilles des peuples du Moyen-Orient. Mettre un terme à cette sombre période historique exige une claire compréhension du complexe étasuno-sioniste.

A ce titre les travaux récents de plusieurs intellectuels étasuniens méritent d'être présentés car ils sont le signe que la  **Crainte d'être accusé d'antisémitisme** qui a longtemps servi d'interdiction de réfléchir et a condamné à être mis immédiatement à l'index s'estompe et qu'un travail raisonné, évitant imprécations et invectives, sur ce phénomène politique de grande ampleur et de grands effets devient progressivement

possible.

Nous nous sommes appuyés en particulier sur les récents articles du journaliste étasunien **JEFFREY BLANKFORT** (JB) qui ont l'avantage de faire une synthèse de nombreuses données existantes mais les écrits de **JAMES PETRAS** et de **MANUEL FREYTAS** sur ce sujet méritent aussi l'attention (textes en anglais ou en espagnol disponibles à la demande chez [comaguer@nomade.fr](mailto:comaguer@nomade.fr) )

Pourtant cette dépendance matérielle flagrante ne produit **pas de dépendance politique** c'est-à-dire que contrairement à toute logique capitaliste apparente, le flux massif et ininterrompu de dollars des Etats-Unis vers Israël n'est jamais assorti de conditions politiques. En langage managérial : la filiale Israël, constamment déficitaire, serait donc tenue à bout de bras par la maison mère qui s'interdirait en même temps de mettre le nez dans ses comptes. Etrange ! En changeant de langage : Israël serait-il la « danseuse » des Etats-Unis entretenue à grands frais par un amant éperdu qui lui passe tous ses caprices ?

Cette relation entre Etats est unique. Pour mieux la comprendre il est indispensable d'analyser comment elle s'est progressivement constituée comme un invariant de la politique des Etats-Unis. Ce à quoi s'est employé JB. Le pilier de cette relation spéciale est le « **LOBBY JUIF** » aux Etats-Unis.

## **I- Le « LOBBY JUIF »**

Le mot « LOBBY » souvent traduit par « groupe de pression » est désormais d'un usage assez répandu en France mais son usage sans précaution ne contribue pas à la compréhension de la réalité de l'institution.

Car un LOBBY est bien aux Etats-Unis une institution et pas un groupement de fait tirant des ficelles dans les coulisses et exerçant une influence clandestine ou discrète. Ne confondre LOBBY ni avec MAFIA ni avec SOCIETE SECRETE.

La Mafia est un objet différent qui s'est développé historiquement aux Etats-Unis à partir des années 30 avec une Mafia italienne dont AL CAPONE est la figure emblématique mais dont le patron incontesté était LUCKY LUCIANO et une mafia juive très puissante qui firent alliance sous la conduite de MEYER SLANSKY, patron incontesté de la seconde, pour constituer ce qui a reçu le nom de SYNDICAT DU CRIME. Nulle prédestination, nul atavisme là dedans, pas plus juif qu'italien : les couches d'immigrants les plus récentes jouaient des coudes pour faire leur place dans la société étasunienne et tous les moyens étaient bons. La conquête de l'Ouest ne s'est pas faite non plus dans la légalité.

Quant aux sociétés secrètes il n'est que d'évoquer le Ku Klux Klan pour rappeler que cette forme sociale a toute sa place aux Etats-Unis.

Un LOBBY est donc un groupement reconnu officiellement avec des locaux, un organe de direction, un budget, des salariés et qui a, à égalité avec l'individu citoyen électeur, un droit à la liberté d'expression sur tout sujet et en particulier sur toute action du gouvernement et de l'administration, droit d'expression garanti par le premier amendement de la Constitution et reconnu régulièrement par des décisions de la Cour Suprême. Ainsi tout LOBBY peut intervenir ouvertement dans le champ politique et ses capacités d'intervention sont d'autant plus grandes qu'il est plus riche. Il y a eu le LOBBY du chemin de fer puissant au moment de la Conquête de l'Ouest comme il y le LOBBY des détenteurs d'armes à feu.

Dans la construction institutionnelle des Etats-Unis tout a été fait pour que l'Etat soit faible, pour que la vie du personnel politique soit précaire, pour que le pouvoir judiciaire soit fragile à force de renouvellement des juges par la voie électorale et pour que le gouvernement et sa politique soit l'expression des intérêts des LOBBIES qui disposent eux de la stabilité et de la richesse. Ainsi une campagne électorale aux Etats-Unis est avant tout une collecte

d'argent auprès des particuliers riches et auprès des LOBBIES en échange d'engagements à défendre leurs intérêts au sein des instances de la République. La **démocratie étasunienne est en réalité une PLOUTOCRATIE**, gouvernement des riches et non un gouvernement du peuple et un système où la corruption est normale et légale car comment appeler autrement le fait qu'un LOBBY achète et entretienne très officiellement un sénateur, un représentant ou un gouverneur.

C'est dans ce contexte qu'il faut analyser le fonctionnement et la puissance du LOBBY JUIF aux Etats-Unis. Il est même souvent appelé « THE LOBBY » sans précision, c'est-à-dire qu'il est l'archétype du LOBBY, le plus actif, le mieux structuré. D'après les observateurs locaux il ne serait dépassé en puissance que par le LOBBY des retraités mais celui-ci a évidemment moins d'influence sur la politique étrangère des Etats-Unis.

LOBBY JUIF est une qualification inexacte puisque sur les 6 millions de juifs citoyens des Etats-Unis (autant qu'en Israël), 2 millions seulement sont impliqués dans son fonctionnement et qu'il existe même sur le terrain des petits groupes de juifs antisionistes. Une question vient immédiatement à l'esprit : est-il possible qu'un si petit LOBBY puisse exercer une influence déterminante sur la politique d'un pays de 300 millions d'habitants, première puissance économique de la planète ?

JB répond à cette question. Cette **petite minorité** est **politiquement hyperactive** dans un pays où le trait dominant est une passivité politique de masse, passivité encouragée par la classe dirigeante – qui est capable d'une extrême férocité et tue sans scrupules quand une révolte apparaît – et favorisée par un système médiatique particulièrement abêtissant. Cette hyperactivité a un résultat très tangible. Au Congrès des Etats-Unis (Sénat et Chambre des Représentants) tout texte accordant des faveurs militaires, financières à l'Etat d'Israël recueille, cela se vérifie en longue période,

l'assentiment de 99 sénateurs (sur 100) et au minimum de 400 représentants (sur 435). JB n'hésite pas à dire que LE LOBBY a dressé les élus de la Nation comme des « animaux de cirque ». Ce contrôle est tel que la Présidence ne peut même pas proposer une mesure que LE LOBBY considérerait comme néfaste pour Israël mais au contraire que ses propositions favorables à Israël sont souvent améliorées par le Congrès.

Sur le montant du soutien financier et pour donner simplement un ordre de grandeur simple notons que depuis 1985 ce ne sont pas moins de 100 milliards de dollars d'aides publiques qui sont passés des caisses des Etats-Unis vers celles d'Israël. Cette aide ne s'interrompt jamais, ne diminue jamais même lorsque le budget des Etats-Unis est gravement déficitaire, ce qui est le cas aujourd'hui. LE LOBBY est en fait un véritable système.

## **II – Le contrôle des élus**

### **A – Structure du lobby**

#### **1- AIPAC**

Au centre du système l'AIPAC : AMERICAN ISREAL PUBLIC AFFAIRS COMMITTEE, qui intervient directement dans le Congrès à Washington et auprès des membres du Congrès. L'AIPAC a son siège à Washington et des bureaux dans de nombreux autres Etats de l'Union. Elle occupe 165 personnes. Etant enregistrée comme « LOBBY NATIONAL » elle n'est pas considérée comme un organisme de soutien à un pays étranger. Si elle l'était, et les LOBBIES non nationaux ont le droit d'exister, elle serait tenue beaucoup plus à l'écart du Congrès. En tant que LOBBY NATIONAL elle a le droit de participer aux travaux des commissions parlementaires, d'élaborer des propositions de résolutions ou de lois à soumettre ensuite au vote du Congrès, de nommer des membres dans les cabinets des élus. Ainsi tel sénateur ou tel représentant peut avoir très officiellement un salarié de l'AIPAC au nombre de ses collaborateurs directs les

plus proches. Celui-ci lui distillera régulièrement le rapport bihebdomadaire sur le Proche-Orient établi par l'AIPAC à destination des parlementaires. Ce salarié s'occupera également en période électorale de réunir les soutiens nécessaires à la réélection de son « élu », soutien évidemment conditionné par la stricte orthodoxie pro-sioniste de l'élu en question.

L'omniprésence de l'AIPAC à l'intérieur du Congrès permet à tout moment de mobiliser sénateurs et représentants et l'AIPAC est capable d'obtenir la signature quasi instantanée de 70 sénateurs sur 100 pour faire pression sur le Président au cas où celui-ci aurait l'intention de prendre une position ou de proposer des mesures qui ne serviraient pas strictement les intérêts d'Israël. La Maison Blanche le sait et le cas se présente rarement. Le plus connu, relaté par JB remonte à la Présidence de Gerald FORD. En 1976, le Président (Républicain) s'apprêtait à appeler publiquement au respect par Israël des frontières de 1967. Une lettre des sénateurs l'en dissuada et son discours ne fut jamais prononcé !

Le LOBBY n'a pas manqué d'intervenir au moment de la **récente guerre du Liban** .

Dès le début de l'attaque israélienne, La Chambre des représentants a voté par 410 voix contre 8 une résolution qui « condamne les ennemis de l'Etat juif »

Aussitôt – le 20 Juillet – l'AIPAC, qui a organisé l'opération et probablement rédigé le projet de résolution, clame « l'écrasant soutien du peuple américain à la guerre d'Israël contre le terrorisme et la compréhension du fait que nous devons nous tenir aux côtés de notre allié le plus proche en ce temps de crise. »

Le « peuple » n'a pas eu le temps de dire grand-chose mais l'AIPAC n'hésite pas à le faire parler !

L'AIPAC s'appuie sur la CONFERENCE DES PRESIDENTS DES

PRINCIPALES ORGANISATIONS JUIVES AMERICAINES qui fédère 52 organisations ou groupements partageant toutes deux objectifs principaux :

- 1- promouvoir l'Etat d'ISRAEL
- 2- stigmatiser les opposants à ISRAEL et à sa politique et les intimider

Les deux membres les plus importants de cette CONFERENCE sont l'ANTI DEFAMATION LIGUE (ligue anti-diffamation) ADL, et l'AMERICAN JEWISH CONGRESS (Comité juif américain) AJC.

## **2 – ADL**

Créée en 1949 celle ligue est à l'origine une association de lutte contre l'antisémitisme, émanation de la B'NAI B'RITH qui existe toujours. Aujourd'hui elle s'est transformée en défenseur vigilant du sionisme, surveille ceux qui critiquent Israël et lance des campagnes médiatiques pour les « démolir » dans l'opinion publique.

JB relate un cas de surveillance de l'opinion publique par l'ADL. En 1992 la police de San Francisco fait une perquisition dans les locaux du bureau local de l'ADL. Elle y trouve un fichier de 600 groupes et 12000 personnes opposés à des degrés divers à la politique d'Israël. L'ADL s'intéresse particulièrement aux associations et militants contre l'apartheid sud-africain à une époque où Israël et l'Afrique du Sud avaient des liens très étroits et où l'apartheid sud-africain constituait un modèle qui a inspiré largement l'apartheid anti-palestinien. Cette activité illégale de fichage de la population fit l'objet d'une plainte mais ne fut pas sanctionnée par la justice. Une promesse de l'ADL de « ne pas recommencer » suffit à arrêter les poursuites et la justice ne se donna pas les moyens de vérifier si elle avait été tenue. Pour effacer la mauvaise impression qu'aurait pu produire son activité illégale sur la police locale, l'ADL offrit aux policiers des séjours en Israël. Ils y firent

connaissance avec les méthodes de lutte antiterroriste en vigueur dans ce pays qui leur furent ainsi données en modèle.

### **3 – AJC**

Organisation créée en 1906 par des juifs venus d'Allemagne qui voulaient défendre les droits de leur communauté en expansion aux Etats-Unis. Antisioniste à l'origine elle se convertit au sionisme après 1945. Evolution sans surprise : à l'origine il s'agissait de soutenir les immigrants juifs s'installant aux Etats-Unis, une fois l'Etat d'Israël créé et les juifs bien installés aux Etats-Unis la priorité devint la défense du nouvel Etat. L'AJC s'occupe particulièrement des « affaires étrangères » du LOBBY et a dans ce cadre ouvert un bureau à Bruxelles en 2004 histoire de faire pression sur l'Union européenne, trop sensible, selon cette organisation, aux problèmes des Palestiniens. L'AJC rencontre chaque semaine un commissaire ou un chef d'Etat de l'UE , en particulier celui occupant la Présidence tournante.

### **4 – Comités locaux et laboratoires de pensée**

A ces grosses structures nationales s'ajoutent 117 comités locaux qui poursuivent sur le terrain les mêmes objectifs généraux que ceux des structures nationales. Le militantisme pro sioniste de terrain est nourri par le travail idéologique réalisé par un certain nombre de laboratoires de pensée (« **think tanks** ») parmi lesquels se détachent :

- WASHINGTON INSTITUTE FOR NEAR EAST POLICY (Institut de Washington pour la politique proche-orientale)
- AMERICAN ENTERPRISE INSTITUTE
- FONDATION POUR LA DEFENSE DE LA DEMOCRATIE (créée par Bush après le 11 Septembre)

### **5 – Le soutien chrétien**

Toutes ces organisations sont actives là où vivent les 2 millions de juifs qui en sont membres, c'est ça dire dans les

grandes villes et surtout sur les côtes Est et Ouest. Pour autant le « pays profond » où les juifs sont très peu nombreux n'est pas insensible à leur influence et à leur discours car les positions du LOBBY sont de plus en plus relayées par la droite chrétienne protestante, évangélistes en tête, qui s'est organisée dans le CUFI : CHRISTIANS UNITED FOR ISREAL ([www.cufi.org](http://www.cufi.org))

Cette convergence entre sionistes et chrétiens fondamentalistes ne doit pas surprendre. Ces chrétiens sont pénétrés de l'idée que l'arrivée et l'installation de leurs ancêtres sur la terre d'Amérique a été un don de Dieu au nom duquel le pays s'est agrandi et construit et que la vocation à la grandeur des Etats-Unis : la fameuse « destinée manifeste » est une vocation divine. Ils ne peuvent que soutenir les sionistes en train d'établir au nom de Yahvé et des annonces de l'Ancien Testament un nouvel Etat. Cette fraternité de destin les conduit à considérer les palestiniens d'aujourd'hui comme leurs ancêtres ont considéré les Apaches et les Cheyennes : des obstacles à l'expansion territoriale et à la volonté divine

Le CUFI tient un grand meeting annuel à San Antonio et favorise les rencontres des chrétiens avec des représentants de l'Etat d'Israël qui viennent expliquer l'état d'avancement de la prédiction biblique

Ce pathos idéologique peut faire sourire mais il a une conséquence pratique très concrète : grâce à ce relais chrétien, l'influence sioniste s'exerce sur la totalité du territoire des Etats-Unis.

## **6 – Les « Political Action Committee » (PAC)**

Les PAC sont des organismes locaux qui font sur le terrain le même travail que les LOBBIES à Washington : campagnes d'opinion, pressions sur les élus, soutien électoral ... Les PAC pro israéliens sont au nombre d'une quarantaine mais se cachent sous des identités diverses et anodines, évitant ainsi

d'apparaître comme des organes de soutien à un pays étranger. Exemple : le « Comité des californiens du Nord pour le bon gouvernement » est en fait un comité de soutien à Israël.

Les PAC pro-israéliens jouent un rôle clé au moment des élections. Très actifs, bien coordonnés au niveau national, ils sont capables au moment des inscriptions pour les primaires d'organiser le déplacement des votes entre républicains et démocrates pour barrer la route à tout candidat qui ne leur conviendrait pas et d'apporter en plus un soutien financier important à son adversaire.

La dernière victime du LOBBY est la représentante démocrate sortante de l'Etat de Virginie CYNTHIA MAC KINNEY qui, battue aux primaires de son parti par un inconnu soutenu par l'AIPAC, ne pourra pas retrouver son siège à l'assemblée en Novembre 2006. CYNTHIA MAC KINNEY est connue pour ses critiques de la politique israélienne et d'une façon plus large de la politique intérieure et extérieure de l'équipe BUSH. Ce cas exemplaire et tout récent est venu à point pour rappeler la puissance du LOBBY et la quasi impossibilité d'être réélu si le candidat ne prend qu'une position « équilibrée » c'est-à-dire non entièrement proisraélieniste dans le conflit palestinien. La campagne de l'AIPAC contre l'élection de CYNTHIA MAC KINNEY a fait l'objet d'un documentaire « American Blackout » campagne qui lui avait déjà coûté son siège en 2002, siège qu'elle avait réussi à récupérer en 2004.

## **B – Finances du lobby**

La fonctionnement du LOBBY et de toutes ses composantes est favorisé par un système de financement très puissant qui est partie intégrante de la législation fiscale des Etats-Unis [1], mais qui s'explique aussi par la position sociale élevée de ses 2 millions de membres actifs et par leur concentration dans les milieux financiers et médiatiques.

Une enquête réalisée en 2000 par le magazine MOTHER JONES sur

les principaux donateurs individuels pour la campagne électorale (présidentielle et législatives) fait apparaître que sur les 10 plus gros donateurs, 7 sont juifs, sur les 20 plus gros 12 le sont et sur les 250 plus gros, 125 le sont.

Mais l'argent ne vient pas que des citoyens riches ou très riches. Les syndicats US ont des économies et ont investi 5 milliards de dollars dans les bons du trésor israélien.

### **III- L'action directe de formatage de l'opinion publique**

Le contrôle des élus est d'autant plus facile et incontesté que parallèlement LE LOBBY poursuit une action de formatage de l'opinion publique à travers les **grands journaux nationaux** : NEW YORK TIMES, WASHINGTON POST en particulier. Leur influence est considérable alors que le nombre de leurs lecteurs est faible mais l'organisation du système médiatique est telle qu'un éditorial de l'un de ces deux quotidiens va être cité abondamment dans les grands réseaux de télévision et de radio, aux Etats-Unis comme ailleurs, et que le mécanisme de la « SYNDICATION » assure la reproduction massive de cet éditorial sur tout le territoire et dans le monde entier. La « SYNDICATION » est un système de mise en commun de la matière éditoriale qui permet à un obscur quotidien du Missouri ou de l'Arkansas de consacrer son travail de journalisme à l'actualité locale et de simplement reproduire sur les questions de politique générale ou internationale les éditoriaux qu'il achète aux « grands » journaux. Cet achat de matériau déjà tout prêt est souvent complété par l'achat de dossiers supposés permettre à tout journaliste jeté le matin sur un sujet un peu complexe de pouvoir avoir l'air savant deux heures plus tard et asséner avec tranquillité des certitudes pré-mâchées qui ne seront pas de son cru.

La « SYNDICATION » est un système mondial et les grands quotidiens français y adhèrent.

De plus, pour empêcher toute déviation, existent deux groupes

de surveillance des médias CAMERA WATCH et HONEST REPORTING qui sont chargés de susciter des réactions nombreuses et indignées de téléspectateurs à tel ou tel programme ou émission n'ayant pas strictement repris le point de vue sioniste.

Récemment s'est développée une action plus ciblée en direction des **universités** soupçonnée d'abriter de trop nombreux pro-palestiniens tant chez les étudiants que chez les professeurs. Il a donc été créé un ISRAEL CAMPUS WATCH (ICW), organe de surveillance des universités. Cet organisme établit la liste des professeurs et des activistes pro-palestiniens, la tient constamment à jour et la distribue aux médias pour qu'ils ne les invitent pas. Ce travail est effectué sur place par des étudiants membres de l'ICW qui assure leur formation au moyen des productions des « think tanks » cités plus haut.

Dans le droit fil de cette activité a été déposé récemment au Sénat un projet de loi visant au contrôle des départements d'études moyen-orientales, de leurs étudiants, enseignants et chercheurs, soupçonnés a priori « d'intelligence avec l'ennemi »

Les **enseignements primaire et secondaires** ne sont pas oubliés non plus. Le JOURNAL d'ANNE FRANK et les livres d'ELIE WIESEL sont étudiés presque partout. De la même façon l'Holocauste des juifs occupe beaucoup plus de place dans les programmes d'histoire que l'élimination des Indiens d'Amérique du Nord comme du Sud.

#### **IV – Le LOBBY commence à être critiqué**

Ce fonctionnement du LOBBY tel qu'il vient d'être décrit est connu des militants mais il a fallu attendre l'année 2005 pour que deux universitaires étasuniens publient un rapport dans lequel ils soulignent sa puissance et qu'il concluent par un appel à ne pas définir la politique des Etats-Unis en fonction des seuls intérêts d'Israël. **Les Etats-Unis devraient selon**

**eux défendre d'abord leurs propres intérêts** et pas ceux d'un autre Etat et ils estiment que la soutien permanent et total à Israël commence à avoir des conséquences négatives pour les Etats-Unis eux-mêmes qui, pour cette raison, sont de plus en plus haïs dans le monde. Rien de révolutionnaire donc mais un appel aux dirigeants des Etats-Unis pour qu'ils ne soient plus à la remorque de la politique d'un autre Etat.

L'un de ces deux universitaires, JOHN J. MEARSHEIMER est enseignant à Chicago, l'autre STEPHEN M. WALT à Harvard. Leur rapport, une cinquantaine de pages, annexes comprises – dont COMAGUER peut adresser à la demande la version française – a été boycotté par les éditeurs, passé sous silence même par un intellectuel critique comme CHOMSKY et n'a pas été publié aux Etats-Unis mais dans une respectable revue britannique la LONDON REVIEW OF BOOKS au printemps 2005.

Ce problème de bon sens a bien été évoqué dans le passé dans certains cercles du pouvoir US mais sans suite concrète.

JB cite ROGER HILSMAN, chargé du renseignement dans l'administration KENNEDY qui a pu écrire :

*« Il est évident même pour l'observateur le moins attentif que la politique étrangère des Etats-Unis au Moyen Orient a été plus la réponse aux pressions de la communauté juive US et à son désir naturel de soutien à ISRAEL qu'aux intérêts pétroliers US ; »*

Il est bien connu que KENNEDY ne voyait pas non plus d'un bon œil la bombe atomique israélienne, en préparation à l'époque grâce aux contributions françaises d'abord puis britannique, mais il n'eut ni le pouvoir ni le temps d'empêcher sa fabrication. Ainsi STEPHEN GREEN auteur du livre « Les relations secrètes des USA avec l'ISRAEL militant » a-t-il pu écrire :

*« Depuis 1953, ISRAEL et les amis d'ISRAEL aux USA ont fixé les grandes lignes de la politique US dans la région. Aux*

*présidents de la mettre en œuvre avec des degrés divers d'enthousiasme et de gérer les problèmes tactiques. »*

Observation qui fut confirmée par le grand intellectuel palestinien EDWARD SAID. Il écrit dans « Le dernier tabou américain » (2001) :

*« Qu'est-ce qui explique le présent état des choses ? La réponse tient dans le pouvoir des organisations sionistes sur la politique américaine, dont le rôle dans le processus de paix n'a jamais été suffisamment pris en compte , négligence absolument étonnante vu que la politique de l'OLP a été de remettre le destin de notre peuple entre les mains des USA, sans avoir aucune conscience stratégique du fait que la politique US est dominée par une petite minorité dont les positions sur le Moyen-Orient sont d'une certaine façon plus extrêmes que celles du Likoud lui-même. »*

Mais EDWARD SAID, bien qu'installé aux Etats-Unis, ne pouvait pas troubler l'establishment étasunien comme l'ont fait MEARSHEIMER et WALT, purs produits de l'élite nationale.

Ceux-ci se plaignent encore maintenant que, sous la pression du LOBBY, le débat sur leur rapport n'ait pas pu avoir lieu sereinement mais qu'ils aient surtout été la cible d'attaques personnelles et de la classique accusation d'antisémitisme. La récente agression du Liban par Israël les a conduits à confirmer leur analyse : pour eux, le soutien inconditionnel à Israël est néfaste aux intérêts des Etats-Unis au Moyen-Orient et une attaque de la Syrie et/ou de l'Iran ne ferait que dégrader encore la position internationale des Etats-Unis.

### **Pour conclure, provisoirement**

Cette présentation faite, la question initiale de savoir qui, dans ce couple très lié, influence l'autre, prend une autre profondeur.

L'influence du LOBBY est considérable mais elle l'est car il a

su et n'a rien fait d'autre qu'utiliser à son avantage et avec une remarquable efficacité tous les mécanismes officiels du système politique étasunien et du rôle déterminant qu'y joue l'argent.

Le **LOBBY sioniste** aux Etats-Unis n'est pas un acteur de l'ombre, un comploteur, un manipulateur, il est un cas d'hyperintégration et **d'hyperadaptation au dispositif capitaliste impérial** dont le centre est à Washington. Nulle illusion à entretenir : l'imbrication d'ISRAEL et des ETAT-UNIS a atteint un tel degré que seul un blocage mondial de leur politique impériale commune peut rendre possible un arrêt du programme conquérant et dévastateur qu'ils portent en commun, tous partis politiques dominants confondus [2] : démocrates et républicains d'un côté, travaillistes, Likoud et Kadima de l'autre.

Ce blocage mondial suppose : un regain d'activisme politique aux Etats-Unis d'abord et dans tous les pays impérialistes – même secondaires comme la France, une meilleure coordination de « l'autre monde » celui qui, à travers le Venezuela, Cuba, la Chine, l'Iran, la Russie – que Richard LUGAR, Président de la commission des affaires étrangères du Sénat US vient de demander de classer dans l'axe du mal – et quelques autres tente de s'émanciper de la dictature capitaliste et militaire des Etats-Unis dont Israël constitue un concentré.

Le sionisme, fabrication et élément constitutif de l'impérialisme, en est indissociable. On ne combat pas l'un sans combattre l'autre.

## **Notes**

[1] Les contributions déductibles peuvent atteindre 50% du revenu individuel et 10% du revenu imposable des entreprises. Pas étonnant que plus de 2 millions d'associations à but non lucratif soient en permanence en chasse de cette manne d'autant plus que les finances publiques à tous les niveaux

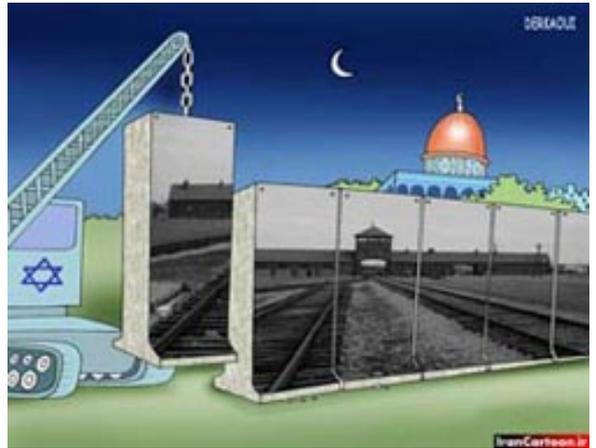
sont de plus en plus avares – application rigoureuse et systématique des politiques néolibérales depuis 25 ans – en subventions pour la culture, le sport, la science, la littérature ...

[2] Ce qui conduit à penser que l'émergence du débat public sur le LOBBY aux Etats-Unis, bien que lente et difficile, n'est rien de plus que la préparation de la campagne présidentielle démocrate de 2008, destinée à faire croire à un rééquilibrage de la politique internationale des Etats-Unis mais qui se conclura comme en 2004 par un affrontement entre deux candidats qui seront dépendants l'un et l'autre, même si c'est par des par des canaux divers, de l'influence du LOBBY. Ne pas oublier que parmi les candidats à la candidature démocrate pour 2004, les deux seuls : HOWARD DEAN et DENIS KUCINIHI qui avaient manifesté quelque sympathie pour la cause palestinienne ont été recalés.

---

**Modernité et holocaustes du  
XXème siècle. La construction  
d'empires et l'assassinat de  
masse**

Article de **James Petras** publié dans Rebellion le 5 juin 2006.



terre et des chômeurs au Brésil et en Argentine. impérialisme au 21ème siècle » (2002). Le but de cet article est de montrer que les **holocaustes** du 20ème et du 21ème siècles sont le produit des conquêtes **impérialistes**. holocauste **juif**, en le resituant parmi tous les autres holocaustes, arménien, chinois, coréen, indochinois, guatémaltèque, irakien et en lui déniait toute **singularité** qui le placerait au-dessus des autres. [ ...]

Dans un deuxième temps, J. Petras s'attaque aux explications psycho-culturelles mettant en avant l'irrationalité et la haine des **masses** dans l'apparition des holocaustes. Au contraire, les masses ne sont jamais à l'initiative des assassinats de masse et lorsqu'elles y prennent part, elles sont manipulées.

En dernier lieu, l'auteur nous donne sa propre interprétation du phénomène à savoir que l'holocauste moderne a partie liée avec **l'impérialisme** pour des raisons économiques et politiques : créer une cohésion interne pour entreprendre des conquêtes, détourner les masses populaires de la lutte des classes dans un contexte d'expansion très coûteuse, s'accaparer les terres et les richesses des populations conquises, écraser les populations indigènes beaucoup plus résistantes à l'impérialisme après la phase de décolonisation.

*Photo : Abdellah Derkaoi (Maroc).*

Dessin issu du [concours de caricatures](#) organisé à Téhéran après la publication des caricatures antimusulmanes au Danemark.

---

## **SOMMAIRE**

### [Introduction](#)

1. [Critique de la « singularité » de l'Holocauste juif](#)
2. [Critique des explications psycho-culturelles](#)
3. [Explications alternatives du phénomène holocaustique](#)
4. [Holocauste, cohésion et impérialisme](#)
5. [Pourquoi l'impérialisme débouche sur des holocaustes](#)
6. [Les holocaustes comme objet d'étude de la modernisation et de la construction impérialiste](#)
7. [Des héritages troubles](#)

### [Conclusion](#)

---

## **Introduction**

Les holocaustes comportent l'extermination, sur une grande échelle, d'un grand nombre de civils non combattants durant une longue période, sponsorisée systématiquement par l'État. Il s'agit d'exterminations basées sur l'identité de classe, ethnique, raciale ou religieuse des victimes. La violence est le précédent de tous les holocaustes du XXème et du XXIème siècles, une violence exercée par l'État ou la société civile contre les populations victimes.

Avant les holocaustes, certains secteurs importants de la société étatique et civile expriment généralement leur opposition à la violence contre ces victimes. Cependant, une fois que les auteurs des holocaustes parviennent à s'emparer du pouvoir d'État, ils sont capables de neutraliser, de faire

taire, de réprimer et de s'attirer ceux dont ils étaient auparavant les opposants.

Plusieurs théoriciens ont tenté d'expliquer l'holocauste (ou les holocaustes) en se centrant exclusivement sur un cas particulier, l'extermination de vastes secteurs des communautés juives par l'Allemagne nazie en Europe centrale, occidentale et orientale.

D'un point de vue méthodologique, si l'on se centre sur le cas particulier des juifs en Europe, on n'obtient pas un modèle fonctionnel, puisque cela ne permet pas d'expliquer les holocaustes antérieurs, contemporains ou postérieurs perpétrés contre d'autres victimes en Europe, en Amérique ou en Asie.

Ce sont surtout, mais pas exclusivement, les universitaires juifs qui parlent de la « singularité » des victimes juives des nazis. Ce faisant, ils se moquent des données historiques et justifient des compensations monétaires considérables [2] et l'exercice de l'expansion coloniale en Palestine et en d'autres lieux du Moyen-Orient. Et ils le font en appliquant les mêmes techniques que les oppresseurs nazis : culpabilisation collective, législation basée sur la race, torture massive légalisée et nettoyage ethnique.

## **1. Critique de la « singularité » de l'Holocauste juif**

Les holocaustes modernes n'ont certes pas commencé aux XXème et XIXème siècle avec les pratiques génocidaires anglaises, nord-américaines et belges qui ont eu lieu en Inde et à l'ouest des États-Unis, ni au moment où le Congo a fait état de ses racines prémodernes [3]. Et il est vrai qu'il y a de grandes différences entre les divers holocaustes du **XXème et du XXIème** siècles, mais ils ont en commun une force conductrice sous-jacente : la **construction impérialiste**, ou la riposte face à ceux qui défient l'empire.

Les déclarations de « singularité » de l'holocauste judéo-nazi (HJN) se basent sur quelques arguments fragiles qui peuvent

être démontés de façon rapide et simple.

Ceux qui ne parlent que du HJN basent leurs arguments sur la **quantité de victimes** : 6 millions de juifs [4]. C'est exactement dans le même temps que les nazis et leurs alliés ont exterminé 20 millions de civils soviétiques, en majorité russes [5]. De la même façon, les Japonais ont exterminé 10 millions de Chinois, disparus entre 1937 et 1942 [6]. Pendant l'occupation et le bombardement massif des USA en Indochine et en Corée, [8] ce sont respectivement 3 à 4 millions de civils qui ont péri. Il n'y a donc pas lieu d'argumenter que l'Holocauste juif est supérieur quant au nombre de victimes et donc « singulier ».

La seconde justification de la singularité du HJN est le **rôle de l'État dans le processus d'extermination systématique** de victimes juives. Comme dans le cas précédent, cet argument manque de validation historique. Durant la période de décadence de l'empire ottoman, le gouvernement des Jeunes Turcs a entrepris une politique d'extermination massive qui a déclenché le génocide du peuple arménien entre 1915 et 1917, qui a fait plus d'un million et demi de victimes [9].

De la même façon, sous prétexte de politique de "contre-insurrection", usaméricaine pendant les bombardements massifs (Vietnam, Laos et Cambodge) plus de 4 millions de civils ont été exterminés. Les politiques de la terre brûlée commanditées par USA en Amérique centrale dans la décennie de 1980, provoquèrent l'assassinat systématique de plus de 200 000 Indiens mayas, et la destruction de plus de 250 communautés rurales [10].

Il en est de même pour l'embargo américain contre l'Irak entre 1991 et 2003, qui avait été planifié scientifiquement, tout comme l'invasion et l'occupation (de mars 2003 à aujourd'hui) ont fait plus de 500 000 morts d'enfants entre 1991 et 2000, et plus de 200 000 morts civils depuis l'invasion [11].

D'autres défenseurs de la singularité du HJN invoquent **l'idéologie raciale et exterminationniste**, en oubliant la base profondément raciale des politiques génocidaires du Japon contre la Chine, les régimes fantoches d'Amérique centrale et leurs campagnes aussi racistes que virulentes contre les Mayas, pour ne citer que quelques exemples parlants.

Certains historiens juifs comme Goldhagen s'approprient les méthodes historiographiques nazies pour affirmer la thèse de la « singularité » sur la base de la **culpabilité de l'ensemble du peuple allemand** et de son histoire [12]. Cette propagande, brandie par un professeur de Harvard, omet le fait que les nazis n'avaient obtenu que 37,3 % des votes en juillet 1932, et perdirent presque un tiers de leur électorat en novembre de la même année, juste avant de prendre effectivement le pouvoir [13]. Goldhagen passe sous silence le fait qu'un tiers des Allemands (surtout les ouvriers) votèrent pour les candidats socialistes-communistes, qui s'opposaient fermement aux nazis et soutenaient les droits des juifs [14].

En termes historiques, l'argument est encore plus fragile. Avant les années 1920, les mouvements qui se montraient ouvertement antisémites, les meneurs de l'opinion et les politiques, étaient exclus de la vie politique allemande. En outre, il est évident que l'argument ignore le « niveau culturel élevé » des Allemands, basé sur la tolérance, que partageaient de nombreux juifs et qui donna lieu dans une grande mesure à ce dont nous avons hérité de l'Allemagne en matière de musique, de philosophie, de sciences et de lettres.

Enfin, la notion de faute collective de toute la société civile refuse de reconnaître que la première rafle politique, et la plus large, affecta des dizaines de milliers d'Allemands, en majorité communistes, syndicalistes et militants antifascistes, tous sujets à l'extermination dans les premiers camps de concentration, y compris Buchenwald et Baden-Baden.

L'argument postérieur aux faits se base sur le manque de résistance franche de la part des Allemands une fois que le régime terroriste eut consolidé son pouvoir. Cet argument n'a que peu de rapport avec l' « acquiescence » allemande en faveur de l'antisémitisme, et se rapproche plus de l'efficacité de la répression d'État.

Mais, même dans le cas où presque 50% de la société civile allemande aurait consenti au génocide d'État et y aurait même contribué, cela ne serait pas un cas isolé. De fait, l'extermination d'un nombre de Slaves trois fois plus grand fut soutenu dans la même proportion (les "scientifiques" nazis chargés de l'hygiène raciale considéraient que les Slaves étaient semblables aux bêtes, des infrahumains destinés à travailler jusqu'à la mort).

Des secteurs importants tant de la société civile turque que de la société kurde ont pris part à l'assassinat et au pillage des Arméniens. Dans le cas des USA, la plus grande partie de la société a réélu le président Reagan après qu'il eut déclaré publiquement son soutien au dictateur guatémaltèque Rios Montt, qui avait exterminé le peuple maya. Une majorité écrasante de la société "civile" israélienne finance et sert la colonisation militaire et la dépossession de 4 millions de Palestiniens dans l'holocauste palestino-israélien [15]. La société civile japonaise dans son ensemble a soutenu le massacre de Nankin et ses séquelles.

Il est impossible d'argumenter que le seul lien entre les nazis et la société civile ait été l'extermination des juifs, surtout si nous tenons compte du point de vue qui se cache derrière les yeux volontairement aveugles d'une historiographie prédisposée.

C'est si évident qu'on se trouve obligé de faire une incursion dans la « sociologie de la connaissance » en ce qui concerne la singularité de l'holocauste juif : en quoi elle est un outil pour l'augmentation actuelle du pouvoir israélien, aux

niveaux politiques et économiques. L'usage et l'abus de l'histoire, concrètement dans le cas de la singularité du NJH, débouche sur une accumulation de facteurs permettant l'holocauste palestinien.

**La manipulation de la question des victimes de l'holocauste a contribué de façon disproportionnée à l'influence que les groupes de pression pro-israéliens exercent pour assurer que les USA comme l'Europe financent le nettoyage ethnique du peuple palestinien .**

Les explications ethno- raciales des holocaustes, y compris celle qui se base sur la « faute collective », peut être remplacée rapidement par celle de « châtement collectif » des familles, des communautés et des villages, sans le moindre rapport avec l'allégation d'offenses à des victimes uniques devenues pouvoir régional. Un exemple de ceci peut être trouvé dans la mentalité de nombreux experts du terrorisme, israéliens et juifs, qui se vantent de tout savoir sur la « mentalité arabe ».

## **2. Critique des explications psycho-culturelles**

Ces explications de l'holocauste basées sur le « comportement massif irrationnel » ou d'une façon plus générale, sur la « psychologie de masse » passent sous silence le point central de la manipulation des élites, ancrées dans l'État, dans l'économie et dans la société civile. Dans aucun des holocaustes du XXème et du XXIème siècles, les masses ne se sont trouvées en situation de démarrer, d'organiser ni de diriger les holocaustes.

Cependant, il est vrai que ce sont quelques secteurs des classes inférieures qui ont mis en oeuvre les politiques en question, et tiré profit directement des camps de concentration. En premier lieu, **les holocaustes** sont des activités d'État qui profitent de toute attitude contradictoire de la population (le préjugé contre le groupe

qui en est l'objet) et qui l'instrumentalisent pour créer une cohésion avec l'élite expansionniste, ou avec des politiques impérialistes.

Les classes dirigeantes qui ont soutenu les holocaustes sponsorisés par l'État ne l'ont pas fait par haine de classe ou en raison d'une haine ethnique irrationnelle, mais simplement parce que l'holocauste est une façon de légitimer l'idée de maîtrise inconditionnelle de l'État, de même que c'est la base de l'exploitation économique sur les marchés intérieur et extérieur. De fait, les facteurs psychologiques et culturels des holocaustes reposent sur les grands intérêts économiques et géopolitiques impérialistes de l'État. Il n'y a aucun attribut culturel ou psychologique « singulier » bien ancré dans les sociétés qui fomentent l'holocauste. Il y a beaucoup de cultures parallèles en concurrence, et une multitude de psychologies différentes. Sous l'impératif de l'expansion de l'État impérial, qui jouit du soutien des institutions religieuses, des partis politiques et des moyens de communication influencés par l'État, ce sont surtout (mais pas seulement) les masses manipulées qui ont un rôle actif dans le processus d'assassinat massif.

Défendre les explications culturelles et psychologiques des holocaustes est un procédé utilisé pour détourner la population de l'examen du rôle de la politique impérialiste et de l'État. Se centrer exclusivement sur l'idéologie, c'est une façon de négliger le cadre social dont se nourrissent, sont financées et soutenues les fonctions de l'idéologie génocidaire. Rejeter les bases politiques et économiques fondamentales, les impératifs de la conquête impérialiste et la nécessité de cohésion interne, de même que les holocaustes en gestation, empêche de réaliser les processus en jeu.

D'un autre côté, **les structures impérialistes permanentes favorisent la récurrence des holocaustes**, comme on a pu le constater durant les quatre principaux holocaustes des XXème et XXIème siècles, dans lesquels entrainait en jeu l'impérialisme

usaméricain : l'exécution de 4 millions de Coréens (1950-1953), de 4 millions d'Indochinois (1960-1975), de 300 000 Mayas au Guatemala (1980-1983), et des centaines de milliers d'Iraqiens (1991-2002 et de 2003 à ce jour).

Dans leur combat pour la conquête impériale, les élites holocaustiques suscitent des collaborateurs dans certaines classes sociales, qui en bénéficient directement. Les grands propriétaires et les paysans turcs et kurdes se sont emparés de la propriété arménienne. Les professeurs allemands ont pris possession des chaires et des laboratoires de leurs collègues juifs. Les élites des entreprises japonaises se sont emparées des compagnies minières de Mandchourie.

Les militaires usaméricains ont pillé les antiquités inestimables et les richesses de l'Asie. Le pillage et le dépouillement de victimes à grande échelle produisent des rapports verticaux entre l'élite de l'Empire et les secteurs moins représentatifs de celui-ci, créant de la sorte, momentanément, une réalité qui permet au peuple de s'investir dans le génocide collectif.

Ceux qui s'occupent de recruter des collaborateurs parmi les victimes sont les organisateurs d'holocaustes. Les Allemands constituèrent la « police juive » (les kapos) » et les « conseils » adéquats pour préparer l'HJN, et les soldats ukrainiens et russes blancs préparèrent le terrain pour l'holocauste russe. Le Japon constitua des régimes fantoches tout en en mettant fin à l'existence de dizaines de millions de Chinois. Pour leurs chefs usaméricains, les régimes fantoches de Sygman Rhee en Corée et de Diem au Vietnam servaient de façade politique tandis que leurs pays étaient dévastés par les bombardiers B52 avec des millions de tonnes d'explosifs, de napalm et de poisons comme l'Agent orange, qui mirent fin à l'existence de millions de personnes.

Dans certains cas, les holocaustes sont des opérations conjointes des élites et des classes supérieures qui se

sentent menacées par les victimes. Ainsi par exemple au Guatemala, les spécialistes en assassinats massifs des USA et d'Israël se sont joints aux élites guatémaltèques (les descendants d'Européens blancs) et ont entrepris des massacres qui ont anéanti la population indienne; ils ont pris leurs terres, se les sont partagées, et tout cela fait partie du processus d'holocauste.

En fait, les holocaustes sont structurés, en des strates multiples, et requièrent un grand nombre de collaborateurs et de bénéficiaires dans les couches inférieures. Plutôt que des événements qui englobent toute la société, **il s'agit de processus verticaux**, dans lesquels l'État a un rôle dominant pour assurer la cohésion interne nécessaire pour l'expansion externe.

### **3. Explications alternatives du phénomène holocaustique**

Expliquer les holocaustes à partir des notions de "faute collective culturelle" ou en termes de phénomène psychosocial est au bout du compte creux, ou au mieux, partiel, dérivé. La plus grande carence de ces explications est le manque de compréhension de la dynamique structurelle de l'impérialisme.

Une relation intime et profonde avec l'impérialisme, voilà le trait commun à tous les holocaustes du XXème et du XXIème siècle, qu'il s'agisse d'une conquête externe ou de « cohésion interne » orientée vers la construction impérialiste. Même si tous les holocaustes ne sont pas fomentés par l'impérialisme (certains sont le résultat d'accumulations de capital « interne », telle la collectivisation forcée de Staline entre 1929 et 1934) depuis le XIXème siècle jusqu'à aujourd'hui tous les impérialismes ont débouché sur des holocaustes.

### **4. Holocauste, cohésion et impérialisme**

Le HJN est un exemple frappant d'élite dirigeante qui prend pour victime une minorité afin de créer une cohésion de classe, en détournant les masses des conflits internes entre

travail et capital et des coûts réels ou potentiels des politiques impérialistes.

Au lieu d'approfondir la critique de l'exploitation capitaliste, l'élite dirigeante orientait le mécontentement des travailleurs et des classes moyennes vers les banquiers et les capitalistes juifs. Cette propagande était particulièrement efficace dans des branches comme la médecine ou les petits commerçants, où la concurrence était forte entre juifs et non-juifs, pour les postes et pour les profits du marché.

Le passage de l'exclusion intensifiée et de la discrimination ethnique à la pratique du génocide a coïncidé avec l'expansion militaire, économique et politique massive, et avec la conquête qui a eu lieu à la fin des années 1930 et au début des années 1940. A mesure que les coûts de la construction impérialiste augmentaient, la nécessité de distraire la population avec des assassinats massifs augmentait d'autant. De façon parallèle au HJN, la conquête impériale de grandes zones d'Europe occidentale et de la Russie produisait un holocauste encore plus vaste, l'assassinat de 30 millions de Slaves et la mise en esclavage de bien d'autres millions qui furent intégrés à la machine de guerre impérialiste-capitaliste.

L'holocauste a accompagné les conquêtes impériales japonaises et le régime colonial de la Chine depuis la fin des années 1930 jusqu'en 1945. L'assassinat systématique de millions de paysans, de boutiquiers, d'ouvriers et de professeurs chinois (c'est-à-dire de toutes les classes sauf les élites collaboratrices) fut une forme extrême de dépouillement colonial de leur propriété et de leur vie, qui a servi de moteur à la construction impérialiste, et de subvention à la loyauté des masses japonaises dans le pays même [16 ].

Les holocaustes ont eu lieu comme résultat des défis révolutionnaires massifs adressés à des dirigeants

impopulaires de régimes fantoches, qui minaient les prétentions à l'invincible domination impériale. L'intervention militaire des USA et l'occupation de la Corée et de l'Indochine en soutien aux régimes en échec ont débouché sur l'assassinat de 8 millions de victimes civiles et à la destruction totale de grands secteurs de l'économie, au moyen du bombardement massif génocidaire et de la guerre chimique, qui firent des zones industrialisées des champs de ruines, comme pour les terres cultivées, et installèrent des troubles génétiques à long terme chez les générations suivantes. Pourtant, malgré la taille et l'ambition des camps de concentration, on ne put vaincre les armées populaires de libération nationale.

La cohésion interne s'accompagna de purges politiques parmi les dissidents usaméricains dans la société civile et les emplois publics, surtout pendant l'holocauste US-coréen. Mais les coûts humains élevés, en matière de perte de soldats impériaux usaméricains, et les dépenses effrénées (l'holocauste a également un coût élevé) forcèrent les dirigeants impérialistes à signer un armistice [17].

Plus les mouvements de libération nationale sont forts, efficaces et populaires, plus ils menacent les régimes fantoches, plus il est probable que les pouvoirs impérialistes qui les combattent recourront systématiquement aux assassinats massifs et à la guerre totale. Plus les législateurs élaborent des visions stratégiques intégrées, dans lesquelles ils considèrent l'empire comme dépendant de la sécurité de chaque dirigeant fantoche dans chaque nation, plus il est probable que s'appliquera la stratégie de la guerre totale, qui efface les frontières entre civils et combattants, économies de subsistance et industries de guerre [18].

Les empires se construisent autour de réseaux qui vont des chaînes de ravitaillement, de matières premières et d'exploitation dans le travail, aux percées militaires et aux dirigeants fantoches. Ils comptent sur le soutien des armées

impériales et de leurs défenseurs nationaux, comme l'indique le complexe de supériorité de la « nation dominante » sur ses sujets coloniaux. Les holocaustes impériaux sont la conséquence des menaces qui pèsent sur les « réseaux globaux », mais ne sont pas nécessairement liés aux profits économiques immédiats attendus d'un projet bien circonscrit. C'est pourquoi les **holocaustes ne peuvent pas s'expliquer simplement en termes de coûts et profits**, de pertes et de gains économiques. Par exemple, tous les pouvoirs impériaux entreprennent ce qu'ils décrivent comme des assassinats massifs exemplaires de civils, pour provoquer la reddition, la soumission, la dépossession et l'obéissance face au régime impérial.

L'attaque militaire massive perpétrée par les USA en Irak fut qualifiée très justement de « commotion écrasante ». En Russie les nazis élaboraient des politiques de la terre brûlée. Le dirigeant clientéliste Rios Montt, sous la protection des USA, a rayé de la carte des centaines de villages mayas. Les assassinats exemplaires de Palestiniens ont fait que des millions de personnes ont fui des terres qui ont ensuite été occupées et exploitées [[19](#)].

Quand les pouvoirs impériaux s'engagent dans l'horreur de l'holocauste, ils justifient leurs crimes au nom d'une « cause sacrée » qui repose sur « la mission historique la plus haute ». On peut supposer que, à défaut d'une telle cause, le dégoût qu'inspirent leurs actes pourrait susciter le doute, dans les armées impériales elles-mêmes. Le HJN a été compris comme une façon de libérer le peuple allemand des tentacules de la « conspiration juive » ; et l'holocauste russe, assorti de conquête, était vu comme le moyen de « créer un espace vital pour l'esprit libre des Allemands ». L'holocauste usaméricain en Asie a été présenté comme la « libération du joug totalitaire ». l'holocauste palestino-israélien continue à être décrit en termes de « retour du peuple juif à sa terre promise ». Tous **les holocaustes impériaux sont décrits et**

**justifiés au nom d'une fausse « libération nationale »** dans laquelle les dirigeants impériaux assument le guidage d'un « peuple élu », soit par Dieu, soit par l'histoire, soit par la génétique.

La désintégration des empires provoque des holocaustes ; Ce sont des instruments de « reconstruction nationale » destinés à amener « un sang neuf » à en finir avec les dirigeants en décadence et les minorités « privilégiées ».

Le génocide turco-arménien (1915-1917) perpétré par les Jeunes Turcs est un exemple de « revitalisation nationale » d'un empire en décadence, menée à bien au moyen de l'holocauste contre des « séparatistes » supposés. De même, on peut dire que le HJN fut en partie le résultat de la défaite et du démembrement de l'empire allemand, et de la tentative des nazis d'en reporter la faute sur les trahisons (“juives”) internes. En résumé, l'impérialisme se base sur le consensus interne et la cohésion sociale pour mobiliser une nation entière pour les guerres de conquête, particulièrement là où les failles en termes de classe sont les plus graves. Une guerre ou un holocauste contre les minorités ethniques internes sert à détourner le mécontentement de classe envers les guerres ethniques et impérialistes.

Les holocaustes reposent toujours sur une idéologie de “régénération morale” et l'extermination massive sert à intensifier l'idée de “peuple moral” qui punit le peuple “dégénéré” ou inférieur. Les mythes reposant sur des affirmations exclusives qui se basent sur des « religions populaires » ou des « impératifs historiques » sont instrumentalisés pour servir à la construction d'un empire moderne.

## **5. Pourquoi l'impérialisme débouche sur des holocaustes**

Par nature, l'impérialisme comporte le dépouillement et la rafle des ressources, de la main-d'œuvre et du territoire,

outre la domination politique et économique [20 ]. La construction de l'empire exige les assassinats en masse et la « diplomatie » garantissant l'acquiescement de l'élite puis de l'opinion internationale. Les holocaustes internes peuvent se comprendre comme une sorte d' « accumulation primitive de capital » qui permet de confisquer les ressources d'une minorité, et ensuite le transfert de celles-ci vers les élites qui dirigent les conquêtes impériales. S'agissant des holocaustes impériaux transnationaux, le vol de biens, de territoires, le pillage des ressources agricoles, minières et industrielles conduit à l'appauvrissement général, tandis que les réfugiés grossissent les excédents de force de travail, et que des ennemis potentiels apparaissent. La décision de mise en œuvre d'un holocauste a pour objet de réduire l'excès de population provoqué par les réquisitions et le pillage, au moyen de l'élimination physique des gens qui peuvent constituer les recrues de la guérilla des déracinés.

Dans ce contexte l'impérialisme doit faire face à une contradiction. D'une part, il entreprend un holocauste pour déposséder des millions de gens ; de l'autre, il a besoin d'exploiter les travailleurs et de fournir des sepoys (soldats indigènes de l'Armée britannique des Indes, qui se révoltèrent en 1857 ; équivalent anglais des harkis, NDT), qui servent à maintenir en activité les armées d'occupation impériale. La solution consiste à exploiter les peuples conquis comme s'il s'agissait d'esclaves, avec une main d'œuvre à bon marché, ou à éliminer l'excédent de population « non travailleuse ». Dans la plupart des cas, l' « holocauste » est un processus parallèle à l'extermination massive et aux travaux forcés. Dans les cas où un holocauste a fini par éliminer la main d'œuvre locale, ou si la résistance des masses est apparue, bien souvent le pouvoir impérial-colonial recourt à l'importation de main d'œuvre, soit par force, soit en provenance d'autres régions conquises avec des bas salaires.

## **6. Les holocaustes comme objet d'étude de la modernisation et**

## de la construction impérialiste

Depuis le premier holocauste du XXème siècle (le génocide arménien en Turquie) les assassinats massifs ont été considérés comme faisant partie intégrante du processus de modernisation et d'unification d'une nation, processus basé sur la violence d'État. Au cours du « nettoyage ethnique » consécutif, concernant toutes les minorités de l'ancien empire ottoman, une logique républicaine laïque a été mise en œuvre, dans laquelle les militaires assumaient le rôle de défenseurs de l'ethos « moderniste » face aux « ennemis » imaginaires, les minorités. [21 ]

La **fondation mythique** servant de justification à l'État **d'Israël** a servi à installer l'idée que la Palestine était une terre sans peuple, tandis que les juifs seraient un peuple sans terre ; le mythe s'est transformé en prophétie d'auto-réalisation, tout à fait utile, puisque les juifs israéliens étaient justement en train d'expulser de force des millions d'arabes palestiniens des terres qu'ils occupaient [22 ].

On continue à justifier l'holocauste palestino-israélien par l'existence d'un État juif démocratique, quoique exclusif, maintenant des liens exceptionnels avec un réseau mondial d'élites modernes, qui se caractérisent par leur richesse et leurs succès financiers [23 ]. L'interaction du comportement holocaustique avec une modernité reposant sur des réseaux globaux très denses paraît remarquable à toutes les élites impériales qui cherchent à reconstruire les empires du Proche Orient, surtout parmi les civils militaristes des USA.

L'HJN a donc été une manifestation supplémentaire de la modernité industrielle et dynamique, qui a été mise à profit pour mener à bien la conquête impériale : la technologie supérieure allemande et les grandes avancées scientifiques se sont basées sur la cohésion interne encouragée par l'antisémitisme sur plan interne et l'antislavisme sur le plan externe. Le résultat fut un double holocauste : campagnes

d'extermination des juifs d'une part, et des russo-slaves de l'autre. Et la destruction historique et irréversible de la gauche et de ses organisations de masse a constitué une condition préalable essentielle pour toute la dynamique expansionniste nazie.

Les impérialismes « tardifs » comme l'Allemagne, le Japon ou les USA, ont manifesté la même tendance à entreprendre des guerres génocidaires et des campagnes d'extermination telles qu'on peut les qualifier d'holocaustes. A l'exception du Japon, où on a affaire à une société homogène du point de vue ethnique, les États où l'impérialisme a été tardif ont entrepris des campagnes d'extermination génocidaire à grande échelle contre des minorités internes diverses : indienne et afroaméricaine aux USA, juive en Allemagne. C'est ainsi que s'est forgée une cohésion nationale, et le complexe de supériorité raciale indispensable pour mener à bien les conquêtes impérialistes et les holocaustes : l'Allemagne contre les peuples slaves, les USA contre l'Asie et contre les Indiens de l'Amérique centrale.

L'holocauste japonais en Chine a atteint son sommet avec l'infâme « viol de Nankin », où plus de 300 000 Chinois ont été violés et assassinés brutalement en quelques jours, au cours de l'année 1938. Ceci a été précédé et immédiatement prolongé par l'extermination systématique, dirigée par l'État, de plus de 7 millions de civils chinois de tout âge et de toute classe sociale. Dans l'holocauste sino-japonais le nombre de victimes a été encore plus élevé que dans le cas de l'holocauste judéo-nazi ; cependant on constate l'inexistence de monuments, fondations, compensations millionnaires et autres branches de la commémoration, dans le cas de l'holocauste sino-japonais ; ceci s'explique par l'absence d'un groupe de pression fort en faveur de cet holocauste-là en Occident, et par le fait que l'Occident et le Japon se soient ligüés ensuite contre la République Populaire de Chine. Naturellement, les affirmations autopersuasives des

publicitaires juifs sur la singularité de l'HJN ont contribué à l'expansion de l'amnésie collective.

L'ascension des USA jusqu'à devenir la puissance impérialiste dominante est liée aux holocaustes tricontinentaux, c'est à dire multiples, en Corée (1950-1953), en Indochine (1961-1975) pour l'Asie, dans l'Afrique australe par procuration (Angola, Mozambique, Congo-Zaïre entre 1961 et les années 1990), en Amérique centrale (1979-1990) et au Proche-Orient (Irak 1991-2006) [24 ].

Pour des raisons de méthodologie, nous avons exclu de ce panorama l'extermination d'État que supposaient les bombardements nucléaires sur Hiroshima et Nagasaki, et la campagne d'extermination par procuration en Indonésie, durant l'année 1966, qui provoqua la mort de plus d'un million de gens censés être des syndicalistes, parfaitement désarmés, des membres du parti communiste, des sympathisants et de leurs proches. Le recensement des victimes de l'impérialisme tardif des USA est comparable à celui de ses prédécesseurs japonais et allemand : quatre millions en Indochine, quatre millions en Corée, encore plus dans l'Afrique australe, plus de 300 000 en Amérique centrale (200 000 mayas au Guatemala, 75 000 au Salvador, 50 000 au Nicaragua, 10 000 au Honduras et 10 000 au Panama, ces derniers dans le cadre d'une invasion militaire directe et en Irak, plus de 700 000 à ce jour. Les stratégies employées par l'impérialisme usaméricain mènent directement aux camps de concentration holocaustiques, parce qu'il n'y a aucune distinction entre victimes civiles et militaires.

La multiplication des holocaustes en ce contexte d'impérialisme tardif s'explique en partie parce qu'il y a justement un vif rejet du retour à la domination coloniale-impériale. En fait, les nations issues de mouvements anticoloniaux massifs qui avaient pris des distances nettes par rapport à l'impérialisme européen et japonais sont mieux préparées pour résister aux nouvelles menées usaméricaines, au plan social, au plan politique et au plan militaire. Idéologie

et culture anti-impérialiste et nationaliste sont bien enracinées désormais dans les nations post-coloniales, depuis les années 1950, et ces nations diffèrent complètement des sociétés féodales-marchandes sur lesquelles s'était exercé le pouvoir impérial plus tôt. La dépossession et la désarticulation des sociétés où la mobilisation nationaliste ou socialiste est très élevée requièrent des moyens supplémentaires. Il ne suffit plus d'assassiner ou d'envoyer en exil quelques milliers de dirigeants. Ce sont des populations entières qui peuvent être attaquées à titre « d'exemple », ou comme le disent les mongers (« commerçants en problèmes ») israéliens à propos des Palestiniens après l'élection démocratique du gouvernement du Hamas : « c'est à eux d'assumer les coûts », c'est à dire d'encaisser les assauts militaires et les assassinats quotidiens de civils, le blocus systématique sur la nourriture et les médicaments, ce qui débouche sur un état de malnutrition généralisée [25 ].

Les avancées technologiques dans la machinerie de l'extermination massive ne déterminent pas la fréquence des holocaustes, dont ils accélèrent, certes, la mise en route. Les holocaustes manuels, qui requièrent beaucoup d'efforts, comme celui de Nankin, peuvent être aussi mortels que des chambres à gaz hautement technologiques, requérant des investissements élevés, ou le bombardement massif de villes en Corée, en Indochine et en Irak. Mais la haute technologie accélère le processus d'extermination et diminue le risque de « ratés » humains (tels que la pitié, la mauvaise conscience) qui peuvent entraver l'exécution du projet. Les holocaustes sont une source de motivations pour l'expérimentation, l'évaluation et l'application de nouvelles méthodes d'extermination en temps et en situation réels. Ainsi par exemple, les USA ont testé des armes nucléaires sur des champs de bataille avec de l'uranium appauvri dans les deux guerres du Golfe et dans les Balkans.

**L'holocauste commis par Israël** a toutes les caractéristiques

décisives des holocaustes ci-dessus : usage du **terrorisme d'État** à grande échelle et à long terme ; **dépouillement** de plus de 4 millions de Palestiniens ; réclusion forcée de plus de 3 millions de Palestiniens dans des **ghettos** ; **ségrégation** raciale et ethnique, séparation à tous les niveaux : justice, propriété, transport, mobilité géographique ; droits basés sur des « liens de sang » (filiation par la mère) ; **torture** légalisée ou quasi-légalisée, usage systématique du **châtiment collectif** ; une société hautement militarisée tendant à entreprendre des attaques militaires dans les communautés voisines de Palestine et d'autres États arabes ; assassinats unilatéraux extraterritoriaux et extrajudiciaires ; rejet chronique et systématique du droit international ; idéologie de guerre permanente et **paranoïa internationale** (ils voient de l' « antisémitisme » partout), idéologie de la **supériorité ethnique** « le peuple élu ») [26]. **On a là tous les paramètres des holocaustes passés et présents**, y compris les camps de concentration pour les milliers de « militants » présumés, la destruction des fondements économiques de la vie quotidienne, les évictions massives des logements, le nettoyage ethnique systématique.

Pour l'Irak et le HEI (holocauste Usaméricano-irakien) depuis 16 ans (1990-2006) c'est un exemple on ne peut plus clair d'extermination planifiée par l'État, avec tortures, destruction physique, le tout visant à dé-moderniser la société civile en plein développement, et à en faire une série d'entités basées sur la guerre des clans, la guerre tribale, cléricale ou ethnique, privée d'autorité nationale ou d'économie viable.

L'ampleur des faits confirme qu'il s'agit absolument d'un holocauste : 500 000 enfants morts comme résultat d'un blocus économique assassin sous Clinton (1992-2000), 250 000 morts entre 2003 et 2006 [27]. Cet holocauste a été approuvé ouvertement par son principal architecte, Madeleine Albright, qui a déclaré que toutes ces morts d'enfants « en valaient la

peine ». Le bombardement aveugle sur des cibles civiles au cours des deux guerres du Golfe, mais surtout de la seconde, a abouti à la destruction de toute l'infrastructure. A terme, l'usage systématique et généralisé de projectiles à l'uranium appauvri aura des conséquences mortelles sur des milliers de personnes. On a tous les documents prouvant l'usage systématique de la torture et de l'assassinat en masse de civils. Tout cela est considéré comme justifié dans l'entourage de Bush et par la majorité au Congrès et au Sénat [28 ].

Rien d'essentiel ne distingue, finalement, la campagne d'extermination usaméricaine des holocaustes antérieurs, si ce n'est que le monde entier y assiste en direct, comme à un spectacle pour des millions de spectateurs. La répugnance globale devant chaque révélation particulière est aussi générale que « l'acceptation passive » de cette réalité. L'holocauste devient donc une activité de routine, se résumant à des comptages journaliers de victimes, produisant l'immunisation de la communauté mondiale devant l'horreur d'un holocauste en direct.

## **7. Des héritages troubles**

A l'exception du HJN et probablement du HCJ (holocauste sino-japonais), les auteurs ont échappé à des poursuites judiciaires internationales. Un traitement différencié dans le cadre de l'impunité générale correspond à des avancées militaires et politiques : les empires nazi et japonais ont été battus ; en dehors du petit groupe des dirigeants nazis, presque tous les cadres nazis ont été blanchis par la suite, et une grande partie d'entre eux a retrouvé la réussite professionnelle dans le monde de l'économie et de la politique, certains étant recrutés par les gouvernements usaméricain et allemand pour occuper des postes stratégiques ; ceci s'est fait principalement à la faveur de la guerre froide ; à cette occasion, les auteurs de l'holocauste japonais ont joué un rôle décisif en soutenant les holocaustes coréen et

indo-chinois, et en mettant à la disposition des USA des bases militaires, des ressources et un soutien logistique.

Plusieurs tribunaux non officiels ont examiné ces faits, avec un grand écho médiatique, en particulier le Tribunal Bertrand Russel pour l'holocauste indo-chinois. Mais leur rôle a été purement symbolique, dans la mesure où ils manquaient des mécanismes permettant de faire appliquer leurs verdicts. Et les auteurs n'ont pas manifesté la moindre reconnaissance du moindre remords ou repentir, même après le changement des équipes au pouvoir. En d'autres termes, il y a un consensus systématique pour justifier ces holocaustes ; aussi peut-on dire que la notion de « norme juridique » est à ce jour désastreuse.

De fait, l'ONU en est complice : impliquée activement dans l'holocauste usaméricain en Corée, incapable d'intervenir dans l'holocauste palestino-israélien, et offrant un soutien institutionnel aux USA en Irak. Au niveau national, le système judiciaire international a des résultats aussi piteux : au Japon, le régime Koizumi continue à rendre hommage aux criminels de guerre du passé (les principales autorités se rendent tous les ans au tombeau de Yoshikuni), les manuels scolaires japonais offrent une version « blanchie » des crimes de guerre. La nostalgie de l'holocauste continue à empoisonner les relations bilatérales avec la Chine, mais seulement au niveau symbolique-diplomatique, et les relations économiques entre la Chine et le Japon n'en sont nullement affectées.

De façon comparable, en dehors de la France, aucun pays occidental n'a condamné officiellement le massacre turco-arménien ou le refus de la Turquie de reconnaître sa responsabilité. Malgré le fait que bien des Israéliens aient été victimes de l'holocauste nazi, Israël refuse de reconnaître le génocide turco-arménien, et interdit aux Arméniens d'intervenir dans aucune des commémorations holocaustiques. C'est particulièrement irritant, si l'on se souvient qu'Israël a accueilli des milliers de survivants de

ce même génocide arménien. En fait, Israël a un pacte militaire avec ceux qui nient le génocide arménien. Ceci est valable aussi pour expliquer le soutien des USA aux Turcs qui nient l'holocauste, malgré la forte pression exercée par la communauté arméno-usaméricaine, soutenue par le Congrès : l'exécutif bloque toute condamnation officielle du génocide.

Pour les holocaustes usaméricano-asiatiques, Washington impose toujours un blocus économique brutal, en Corée du nord et en Indochine, ce qui a conduit à l'« autarcie forcée » ces pays; au Cambodge c'est la même situation qui a poussé le régime des Khmers rouges à déclencher l'exode massif depuis les centres urbains, ce qui constitue un cas d'holocauste conjoint entre USA et Khmers rouges.

Avec la conversion des élites indochinoises au capitalisme, dans le cadre de l'impunité dont bénéficièrent les crimes de guerre commis par les USA, la réconciliation des USA et du Vietnam, sans rapport avec la justice, est devenue la norme pour la suite. On peut constater que les politiques de libéralisation ont débouché sur une nouvelle exploitation impériale de main d'œuvre à bon marché, obtenue par les « lois » du marché et non plus par les invasions militaires.

Pour ce qui est de l'holocauste en Amérique centrale, il n'y a pas eu la moindre intention d'entreprendre des poursuites internationales. L'ancien président Bill Clinton a seulement présenté des excuses pour la forme, en confirmant l'appui des USA au gouvernement fantoche du Guatemala. Les régimes impliqués, clients des USA, sont les descendants directs et les bénéficiaires des holocaustes usaméricains antérieurs en Amérique centrale. Après avoir détruit le tissu social et avoir miné l'économie locale par la guerre et la liberté commerciale, après avoir démobilisé les guérillas, l'Amérique centrale est devenue une région de paysans déracinés, de réfugiés errants qui deviennent des immigrants ailleurs ou des criminels, gouvernés par des politiciens cleptocrates et par une oligarchie d'hommes d'affaires. Ce sont des survivants qui

fuients vers l'Amérique du nord, où les attend maintenant une législation très répressive, outre la criminalité massive, le dépouillement, la prison et la déportation.

L'holocauste palestino-israélien s'accélère à présent ; non seulement les dirigeants et les civils sont assassinés, mais l'économie est totalement bloquée : c'est la stratégie d'encerclement du ghetto, digne de l'époque nazie, il s'agit d'affamer jusqu'à la reddition. Le groupe de pression juif au sein du gouvernement américain et tout autour de lui assure l'impunité à Israël, et la complicité tant des USA que de l'Europe [29 ].

Désormais, la mise en œuvre d'holocaustes parvient à la connaissance générale par les médias et l'internet, malgré les campagnes de propagande officielle. La complicité de certains secteurs de la société civile et des médias privés, dans le cadre de régimes qui ne sont pas totalitaires ou dictatoriaux exige une réflexion nouvelle sur le rapport entre dictateurs, systèmes électoraux et holocaustes.

## **Conclusion**

Aucun des grands crimes contre l'humanité récents ne débouche sur la justice ; c'est plutôt l'impunité et la récidive qui dominant. L'impunité américaine en Corée a permis les holocaustes suivants, en Indochine, en Amérique centrale, en Irak. Le nettoyage ethnique des Palestiniens, commis par Israël entre 1947 et 1950 permet la progression constante vers la « solution finale » de l'expulsion totale. La négation du génocide turco-arménien a permis le nettoyage ethnique du peuple kurde en Anatolie. Ces crimes contre l'humanité ne relèvent pas de la psychopathologie de quelques dirigeants ou de traditions autoritaires, car ils se réclament de traditions concurrentes, de « psychologies collectives » propres, et d'idéologies diverses ou opposées.

Dans tous les cas, ce sont les offensives impériales qui

déclenchent les holocaustes ; et elles se fortifient du fait de l'impunité, de la négation systématique des crimes commis.

**Les intellectuels occidentaux** ne reconnaissent pas les multiples holocaustes du XXème siècle et du XXIème, non par manque d'information sur le sujet, mais par **refus d'envisager la responsabilité directe des gouvernements** et des États dans les holocaustes. Ils ne veulent pas voir que leurs gouvernements élus prennent part au terrorisme de masse, que leurs **médias privés mentent** et maquillent systématiquement les actes de génocide, et que de grands secteurs de la « société civile » sont soit des critiques impuissants soit des collaborateurs, des complices.

La plupart des intellectuels des sociétés impériales sont incapables de mesurer et de comprendre la gravité des crimes qui se commettent en LEUR nom. Ils nous parlent de « conflits territoriaux » entre voisins, de « guerre de Corée, d'Indochine, d'Irak » ou même de « guerres pour la démocratie » et autres falsifications monstrueuses. Étranges guerres où toute la société civile, des millions de gens, sont partisans du camp adverse, où la destruction fait suite à l'occupation, et où tous les dépossédés sont les cibles des constructeurs d'empire.

Il y a une résistance ; on attaque des soldats impériaux ; on attaque des armées fantoches ; on détruit des hélicoptères et des blindés. Dans le ghetto de Varsovie, la résistance avait réussi à vaincre les troupes d'assaut nazies. Les Vietnamiens étaient parvenus à abattre 58 000 envahisseurs, faisant 500 000 blessés. Falloudjah résiste en Irak ; Jénine en Palestine résiste : l'endurance de ceux qui refusent de succomber ou qu'on extrait des décombres ne doit pas nous faire oublier qu'il s'agit de guerre totale contre des peuples entiers.

Les historiens conventionnels autant que les révisionnistes ont intégré l'euphémisme systématique, et parlent de « confits », de « croisades », de « drames » alors qu'ils devraient

analyser un processus criminel récidiviste à grande échelle. Les seuls tribunaux effectifs sont ceux qu'implantent les puissances impériales pour s'acharner sur leurs adversaires vaincus, comme dans le cas de la Yougoslavie, de Panama [contre le président Noriega, après l'invasion US], l'Irak.

Seules des révolutions populaires, et la défaite définitive de l'État impérial permettra à une cour pénale internationale de faire répondre les auteurs d'holocauste de leurs crimes. Pour le moment, les nouvelles élites capitalistes qui émergent au sein des peuples victimes sont toutes prêtes à pardonner et à oublier les crimes de l'holocauste en échange d'une monnaie forte et d'une position privilégiée sur le marché mondial.

**James Petras**

Traduit de l'anglais en espagnol pour Laberinto par Eloísa Monteoliva García, membre de ECOS (Traducteurs et interprètes pour la solidarité) et de [l'espagnol en français](#) par Maria Poumier et révisé par Fausto Giudice, membres de Tlaxcala (<http://www.tlaxcala.es> ), [le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique.](#)

## Notes

[1 ] [Traduit de l'anglais pour Laberinto par Eloísa Monteoliva García, membre de ECOS \(Traducteurs et interprètes pour la solidarité\)](#)

[2 ] Finkelstein, Norman. L'industrie de l'holocauste, Paris 2001.

[3 ] Davis, Mike. Late Victorian Holocausts (London: Verso 2001)

[4 ] Bauer, Yehuda. A History of the Holocaust (New York: Franklin Watts 1983; Bard, Mitchell. The Complete History of the Holocaust (California: Green Haven 2001)

[5 ] Dallin, Alexander. German Rule in Russia, 1941-45

(London: MacMillan, 1957); Salisbury, Harrison. The 900 Days: The Seize of Leningrad (NY De Capo Press 1969); Mayer, Arno. Why Did the Heavens Not Darken: The Final Solution in History (NY: Pantheon Books 1988)

[6 ] Fenby, James. Generalissimo: Chiang Kai-Shek and the China He Lost (London: Free Press 2003)

[7 ] Sur le Vietnam, voir Fitzgerald, Francis. Fire in the Lake: The Vietmanese and the Americans in Vietnam (New York: Little, Brown and Co., 1972); Herman, Edward. Atrocities in Vietnam: Myths and Realities (Pilgrim Press: 1971); Chomsky, Noam and Herman, Edward. The Washington Connection and Third World Fascism: The Political Economy (Boston: South End Press 1979), Ch. 5; Falk, Richard. Crimes of War (New York:RH Press 1971); The Dellums Committee Hearings on War Crimes in Vietnam, (NY: Vintage 1972); sur le Cambodge, voir le Center for Genocide Studies (Yale Univeristy). La page web correspondante affiche: Pour les points bombardés par les USA, des tableaux consignent les données suivantes : date du bombardement, situation exacte, nombre et type d'avions à chaque opération, charge du bombardement, type d'ordonnance, nature de la cible visée, évaluation des dommages causés ; exemple : 13 000 villages au Cambodge, 115 000 cibles pour les 231 000 bombardiers qui survolèrent le Cambodge entre 1965 et 1975, lançant 2,75 millions de tonnes de munitions ; 158 prisons dirigées par le régime de Pol Pot et les Khmers rouges entre 1975 et 1979 ; 309 cimetières comportant 19 000 fosses ; 76 poursuites judiciaires après 1979, pour la mémoire des victimes des Khmers rouges. Le directeur du Genocide Center, Ben Kierman, d'une perversité inégalée dans le monde universitaire, n'inclut pas, dans sa contribution au débat sur le génocide, l'assassinat et la mutilation de millions de Cambodgiens, par la faute des USA. Il se borne à étudier le régime de Pol Pot. C'est grâce à cette vision sélective du génocide qu'il a obtenu un poste de titulaire à l'université de Yale, et son centre a été distingué par un prix, assorti de

financement généreux de George Soros et de Coca Cola.

[8 ] Pour la Corée, voir John Gittings and Martin Kettle, "US and S Korea Accused of War Atrocities", Guardian. January 18, 2000; Bruce Cummings, *The Origins of the Korean War*, Vol.I, Vol II. (Princeton, New Jersey: Princeton University Press 1981, 1990). Selon les données publiées en Union soviétique, 11,1% du total de la population de la Corée du nord (1.130.000 personnes) a péri par l'armée de terre et l'aviation usaméricaines. Dans toute la Corée, ont été assassinées plus de 2.500.000-3.000.000 personnes, et 80% des infrastructures industrielles et publiques ont été détruites, ainsi que trois quartiers où se trouvaient les bureaux du gouvernement, et la moitié des logements. Entre juin 1950 et mai 1953, les généraux Eisenhower et McArthur, les présidents Truman et Eisenhower, et le chef adjoint d'État-major ont recommandé l'utilisation d'armement nucléaire contre la Corée. Selon Gittings et Kettle, outre les milliers de réfugiés assassinés par des officiers de l'armée usaméricaine « les bombardements usaméricains à la fin de la guerre ont causé bien plus de morts de civils encore, en particulier à Pyongyang en 1952 ».

[9 ] Richard Hovannisian (ed). *The Armenian Genocide: History, Politics, Ethics* (St. Martin's Press NY 1992); Richard Hovannisian, ed. *Remembrance and Denial: The Case of the Armenian Genocide* (Detroit: Wayne State University Press 1999)

[10 ] Patrick Bell et al. *State Violence in Guatemala 1960-96* (AAAS, Washington DC 1999); Amnesty International Report: Guatemala (1982, 1983, 1984 London); Thomas Melville, *Through a Glass Darkly: US Holocaust in Central America* (Xlibris Corporation 2005); Kent Ashabranner *Children of Maya* (NY Dodd Mead 1986). *Guatemala Nunca Mas: 4 Tomos*, Oficina de Derechos Humanos Arzbipado 1998.

[11 ] Les Roberts, et al, 'Mortality before and after the 2003 invasion of Iraq: cluster sample survey. *Lancet* Vol. 364, no. 9445; Oct.31, 2004.

[12 ] Daniel Goldhagen, Hitler's Willing Executioners: Ordinary Germans and the Holocaust (New York, Knopf 1996)

[13 ] Ver Thomas Childer, The Nazi Voter: The Social Foundations of Fascism in Germany 1919-1933 (Chapel Hill, North Carolina: University of North Carolina Press 1983) surtout todo pp 264-266.

[14 ] Aux élections de novembre 1932, les nazis avaient obtenu 33,1% des votes; les communistes et socialistes en avaient 37,3%, Childer op cit.

[15 ] Sur l'holocauste palestino-israélien, voir Edward Said, Politics of Dispossession: The Struggle for Palestinian Self-Determination (NY Vintage 1995). Benny Morris, The Birth of the Palestinian Refugee Problem: 1947-49 (Cambridge, Cambridge University Press 19987). Felicia Langer, With My Own Eyes, (Ithaca: Ithaca Press 1975). Naseer Hasan Aruri, Palestinian Refugees (London: Pluto Press 2001); Ilan Pappé, Israel/Palestine Question: Rewriting History (London Rutledge 1999); Edward Said, The Question of Palestine (NY Vintage Press, 1979); Maxine Rodinson, Israel: A Colonial Settler State (Monad Press: NY 1973); Walid Khalidi, ed. All That Remains (Institute of Palestine Studies).

[16 ] Iris Chang, The Rape of Nanking (London, Penguin 1997).

[17 ] Selon le Pentagone, le nombre des victimes usaméricaines dans la guerre de Corée fut de 54.246 personnes, dont 33.686 morts au combat, et 8.142 « pertes dans les combats ».

[18 ] Pendant la guerre de Corée, Douglas McArthur a ordonné à l'aviation de "détruire tous les moyens de communication, installations, usines, villes et villages" situés au sud du fleuve Yalu à la frontière chinoise. Voir la citation complète sur [www.brianwillson.com/awol/koreacl.html](http://www.brianwillson.com/awol/koreacl.html) .

[19 ] Voir Benny Morris op cit. Selon Edward Said, op cit 4 millions de Palestiniens sont des réfugiés, et presque 2

millions vivent dans les territoires occupés par l'armée israélienne. Selon l'Observatoire des droits humains en Palestine depuis la deuxième intifada, Israël a réalisé 300 assauts militaires dans les territoires occupés chaque semaine, provoquant un nombre élevé de morts, des centaines de blessés et de prisonniers ; plus de 10 000 maisons d'habitation ont été détruites, des milliers d'acres de terre cultivée ont été stérilisées. En réponse aux élections démocratiques de Palestine en 2006, Israël a imposé un blocus total sur la nourriture, les produits de santé et d'urgence dans les territoires occupés, mettant en danger la vie de plus de deux millions et demi de Palestiniens.

[[20](#)] James Petras, Henry Veltmeyer, Luciano Vasapollo et Mauro Casadio. Empire with Imperialism (London: Zed Press 2005)

[[21](#)] Hovanassian, op cit

[[22](#)] Said, op cit

[[23](#)] James Petras. The Power of Israel over the United States (Atlanta: Clarity Press 2006)

[[24](#)] Sur l'holocauste usaméricain en Irak, voir le rapport de la Johns Hopkins School of Public Health Epidemiologists, Les Roberts et al, 'Mortality before and after the 2003 invasion of Iraq: cluster sample survey.' Lancet Vol. 364, no. 9445; Oct.31, 2004.

[[25](#)] Voir les numéros du quotidien israélien en version anglaise Haaretz, pour la période de février à juin 2006, qui analysent les politiques de blocus israélien et ses effets catastrophique sur la santé et l'équilibre alimentaire des Palestiniens. Les principaux groupes de pression sionistes USA, les présidents des principales organisations juives et l'AIPAC sont des défenseurs inconditionnels de l'holocauste palestino-israélien, ils soutiennent le blocus et les assassinats journaliers de civils par les forces spéciales

israéliennes.

[[26](#)] Voir Ilan Pappé, *Israel/Palestine Question: Rewriting History*; E. Said, *Politics of Dispossession*. Op cit.

[[27](#)] Sur l'holocauste US-Iraq voir Lancet. Op cit; Anthony Arnove (ed), *Iraq Under Siege: The Deadly Impact of Sanctions and War* (Boston: South End Press 2002); Alex Cockburn and Jeffery St. Clair, *Imperial Crusades* (California: Counterpunch 2004).

[[28](#)] C'est grâce à un vaste réseau de sites web que le public est au courant de l'usage systématique de la torture et de l'assassinat de masse aux USA pour la conquête de l'Irak; c'est même parvenu jusqu'aux médias non dissidents. Voir pour l'anglais : [informationclearinghouse.info](http://informationclearinghouse.info); [commondreams.org](http://commondreams.org), [counterpunch.org](http://counterpunch.org), entre autres .

[[29](#)] James Petras, *The Power of Israel Over the United States*, op cit.